



**LE POIDS DES ENJEUX PETROLIERS
DANS LA POLITIQUE ETRANGERE DES ETATS-UNIS D'AMERIQUE :
CAS DE L'AFRIQUE SUBSAHARIENNE**

**Mémoire de géopolitique
du chef de bataillon Pascal FLORIN
dans le cadre du séminaire « Géopolitique des États-Unis d'Amérique »**

Directeur : Monsieur le professeur Nicolas KESSLER

Mars 2006

FICHE DOCUMENTAIRE

1. Le poids des enjeux pétroliers dans la politique étrangère des Etats-Unis : cas de l'Afrique subsaharienne.
2. 2006_memoire_geop_petrole-politique-etrangere-Etats-Unis_Florin.doc
3. Chef de bataillon, armée de Terre, FLORIN Pascal, France
4. 22 mars 2006
5. Division A – groupe A5
6. Mémoire de géopolitique
7. Alors que les Etats-Unis sont souvent soupçonnés de fonder leur diplomatie sur le développement de leur industrie de l'armement et leur politique énergétique, ils s'intéressent de plus en plus à l'Afrique subsaharienne, sous-continent qu'ils avaient délaissé depuis longtemps et où les réserves prouvées d'hydrocarbures augmentent sans cesse. Certes, ce regain d'engouement n'est pas sans lien avec la politique pétrolière des Etats-Unis ; cependant, les hydrocarbures ne sont pas les uniques motivations des Américains en Afrique. Ils y suivent un ensemble de techniques de pénétration multiformes et complexes qui incluent l'influence religieuse, linguistique et culturelle, mais aussi l'aide militaire et économique. Les Etats-Unis semblent surtout expérimenter en Afrique subsaharienne une méthode d'influence globale et innovante, pariant sur le potentiel de développement à long terme de ce sous-continent. Ils y ont de moins en moins de concurrence européenne pour les contrer et doivent y devancer une Chine dont l'avènement attendu nécessitera de nombreuses ressources naturelles qu'elle n'a pas en quantité suffisante mais qui se trouvent plus aisément en Afrique subsaharienne.
8. Pétrole, Etats-Unis, Afrique subsaharienne, énergie, économie, endiguement.

**Le poids des enjeux pétroliers dans la politique étrangère des Etats-Unis :
cas de l'Afrique subsaharienne.**

SOMMAIRE

PREMIERE PARTIE : LES RELATIONS AFRO-AMÉRICAINES DEPUIS LA SECONDE GUERRE MONDIALE

- 1.1) L'Afrique subsaharienne au sein de la politique d'endiguement
 - 1.1.1) La fin du colonialisme et les luttes d'influences USA/URSS
 - 1.1.2) Un interventionnisme plus marqué à la fin de la Guerre Froide
- 12) L'ère Clinton et la consolidation de quelques liens privilégiés
 - 1.2.1) L'intervention somalienne
 - 1.2.2) Les Etats pivots
- 13) La redécouverte d'un continent oublié
 - 1.3.1) Présence croissante des organisations privées et non gouvernementales américaines
 - 1.3.2) Elaboration d'une politique structurée
 - 1.3.3) Utilisation des structures monétaires et commerciales internationales

DEUXIEME PARTIE : LA POLITIQUE ÉNERGÉTIQUE DES ETATS-UNIS

- 2.1) Une dépendance énergétique croissante dans un marché mondial
 - 2.1.1) Baisse de la production pétrolière domestique
 - 2.1.2) Problématiques liées aux autres sources
- 2.2) Diminuer une dépendance consentie : un objectif majeur
 - 2.2.1) Nécessité d'éviter de dépendre d'un pays en particulier
 - 2.2.2) Une solution : la diversification des sources d'approvisionnement
 - 2.2.3) Une sécurité relative : la réserve stratégique
- 2.3) Des ressources à sécuriser
 - 2.3.1) La globalisation comme gage de sécurité
 - 2.3.2) Une sécurisation interventionniste des ressources pétrolières
 - 2.3.3) Sécurisation des flux

TROISIEME PARTIE : POIDS RÉEL DES ENJEUX PÉTROLIERS ET PERSPECTIVES D'AVENIR

- 3.1) La place prépondérante de l'Afrique comme fournisseur de pétrole
 - 3.1.1) Un nouvel El Dorado dans le Golfe de Guinée
 - 3.1.2) Mais aussi d'autres matières premières rares et importantes
- 3.2) D'autres raisons de se rapprocher de l'Afrique
 - 3.2.1) Un impératif de la lutte contre le terrorisme
 - 3.2.2) A la recherche de certaines racines
 - 3.2.3) Poursuite de la mission messianique des Etats-Unis
- 3.3) Perspectives d'avenir
 - 3.3.1) Des échanges économiques accrus
 - 3.3.2) Une coopération qui dépassera le domaine pétrolier
 - 3.3.3) Un concurrent de taille déjà très présent : la Chine.

INTRODUCTION

En 1822, la National Colonization Society Of America créait en Afrique occidentale un pays destiné à accueillir des esclaves noirs américains affranchis : le Liberia. Compte tenu des liens anciens entre les Etats-Unis et l'Afrique, il eût pu sembler logique que les Américains aient inscrit cette création dans le cadre d'une politique africaine élaborée. Cela n'a néanmoins pas été le cas pour une raison simple : les Etats-Unis n'ont pas eu jusqu'à un passé proche de véritable politique africaine.

Après avoir connu une phase assez longue de colonisation essentiellement européenne, le continent africain a été au fur et à mesure de son émancipation l'objet de luttes souvent indirectes entre les deux superpuissances qui s'opposaient durant la Guerre Froide. Il a semblé par la suite quelque peu oublié des Etats-Unis d'Amérique et de la Russie, notamment dans une période où les anciens pays colonisateurs étaient encore fort présents, avant de susciter un intérêt certain chez la seule hyper-puissance qui ait émergé de la lutte entre les deux blocs. L'Afrique subsaharienne dispose de nombreux atouts, dont d'indéniables richesses naturelles. Elle a aussi de nombreuses difficultés souvent chroniques, qu'elles soient économiques, sanitaires, ethniques ou politiques. Il convient de s'interroger sur les motivations des Etats-Unis d'Amérique dans leur attachement soudain à cette portion du monde délaissée jusque-là pour cause de moindre intérêt stratégique. Il est en particulier intéressant, eu égard aux nombreuses attaques dont ce pays fait l'objet concernant une politique étrangère qui serait fondée sur des considérations essentiellement énergétiques, de tenter de mesurer le poids réel des enjeux pétroliers dans la nouvelle politique africaine des Etats-Unis, en restreignant volontairement l'étude à l'Afrique subsaharienne, l'Afrique du Nord relevant de problématiques très spécifiques. Les Etats-Unis d'Amérique ne s'intéressent-ils à l'Afrique subsaharienne qu'en raison de ses richesses naturelles, et en particulier pétrolières ? Cet intérêt est-il passager ou bien durable ?

S'il semble évident que les ressources énergétiques de l'Afrique subsaharienne font partie intégrante des motivations qui ont conditionné le soudain regain d'intérêt des Etats-Unis d'Amérique pour cette région, elles s'inscrivent dans un projet à long terme beaucoup plus vaste et global. Cette approche est destinée à faire perdurer la puissance américaine à travers des partenariats commerciaux étendus dépassant les seules ressources naturelles, une pénétration politique, culturelle et religieuse, et un endiguement économique d'éventuelles puissances concurrentes comme l'Europe, l'Inde et surtout la Chine. Les moyens mis en œuvre pour y parvenir sont variés ; une synthèse des diverses méthodes d'influence américaines pourrait être expérimentée en Afrique noire afin d'obtenir une domination d'un type nouveau et en déduire un ensemble de techniques applicables ensuite à d'autres régions pour la survie de l'Empire et l'accomplissement de son rôle messianique. Le sous-continent, puissance en devenir, serait ainsi un laboratoire de la diplomatie américaine orientée vers un avenir relativement lointain.

L'aspect global de cette approche des relations internationales sera mis en évidence en étudiant tout d'abord l'évolution des relations entre les Etats-Unis d'Amérique et l'Afrique

subsaharienne depuis la Seconde Guerre mondiale, puis en montrant que cette évolution est en complète adéquation avec celle de la politique énergétique des Etats-Unis depuis le milieu des années 1990, et en situant enfin cette correspondance parmi d'autres dont le poids relatif est loin d'être négligeable.

1 PREMIERE PARTIE : LES RELATIONS AFRO-AMÉRICAINES DEPUIS LA SECONDE GUERRE MONDIALE

Malgré un discours anticolonialiste et une affirmation récurrente du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, les Etats-Unis d'Amérique vont tolérer jusqu'à la fin de la Guerre Froide une présence plus ou moins marquée des anciens pays colonisateurs dans leurs anciennes possessions afin de contrer l'expansion de l'influence soviétique et de préserver des réserves stratégiques de matières premières. Après l'effondrement du bloc soviétique, les Etats-Unis ont infléchi leur politique et ont brièvement tenté d'intervenir directement en Afrique, avant de se replier sur une stratégie d'influence moins directe. Cette dernière, peu fructueuse, a laissé place récemment, concomitamment à un regain d'intérêt des nord-américains pour l'Afrique subsaharienne, à une présence accrue sur le terrain et à l'élaboration d'une politique africaine structurée et cohérente.

1.1 L'Afrique subsaharienne au sein de la politique d'endiguement

Après la Seconde Guerre mondiale, le discours officiel des Etats-Unis prônait un droit à l'autodétermination des peuples et la création de l'Organisation des Nations-Unies en 1945 semblait augurer d'une décolonisation accélérée au cours de laquelle les anciennes colonies se seraient totalement débarrassées de leurs ex-puissances tutélaires. Toutefois, la Guerre Froide a focalisé l'attention des Américains et les a surtout incités à composer avec leurs alliés d'Europe occidentale pour empêcher l'expansion du bloc communiste en Afrique subsaharienne. Leur influence s'est donc perpétuée dans leurs anciennes colonies jusqu'à l'effondrement du bloc soviétique, qui a marqué un retour des Etats-Unis en Afrique, amorcé sous la présidence de Ronald Reagan.

1.1.1 La fin du colonialisme et les luttes d'influence USA/URSS

La Seconde Guerre mondiale, durant laquelle des troupes coloniales se sont largement investies pour combattre aux côtés des alliés, a marqué un tournant dans l'histoire de l'Afrique subsaharienne. Il n'a toutefois pas été aussi rapide et radical que l'on pouvait s'y attendre initialement, en particulier à cause de la Guerre Froide. La rivalité Est-Ouest a effectivement privé pour un temps l'Afrique de l'autonomie qu'elle souhaitait obtenir rapidement. Même si ce continent n'était pas d'une importance primordiale dans cette lutte, n'étant ni dans le heartland, ni dans le rimland, ni en Amérique, il n'en restait pas moins intéressant pour les anciennes puissances

coloniales avec lesquelles Washington devait composer et était convoité par l'Union Soviétique qui saisissait toutes les occasions d'exporter son idéal marxiste révolutionnaire. L'Afrique a conséquemment vécu une décolonisation relativement lente et quelques conflits de substitution dans lesquels les Etats-Unis ont évité de s'impliquer trop directement.

La décolonisation de l'Afrique a pâti de la Guerre Froide et a donc connu un certain retard. Comme l'écrit Stephen Smith : « La seconde guerre mondiale, à travers la lutte commune contre la dictature nazie jette les bases de la décolonisation : sur le plan humain, puisque les anciens combattants d'Afrique n'oublieront pas la fraternité d'armes ni le sang versé pour la France libre ; sur le plan des principes, puisque la charte de l'Atlantique, adoptée en août 1941, fixe comme objectif de 'voir rétablir les droits souverains et le gouvernement indépendant des nations qui en ont été dépouillées par la force'. Mais la rivalité Est-Ouest, en fournissant un répit aux puissances coloniales, retardera l'échéance »¹. Washington a en particulier évité d'exercer une pression trop forte sur ses alliés européens afin qu'ils puissent s'opposer localement aux mouvements de libération d'inspiration marxiste et à l'expansion par contagion de l'influence soviétique en Afrique noire (théorie des dominos).

Par ailleurs, l'engagement progressif des troupes américaines au Viêt-Nam dès 1961 et en Europe dès 1945 ont quelque peu obéré les capacités des Etats-Unis à agir sur d'autres théâtres où ils ont laissé le soin aux anciens pays colonisateurs d'endiguer le marxisme-léninisme dans leurs anciennes colonies tout en leur fournissant un soutien matériel précieux. C'est notamment ainsi que la France a joué le rôle de « gendarme de l'Afrique » : « L'Afrique a clairement été un enjeu de la Guerre Froide, mais d'une priorité stratégique aussi modeste que son poids international. Les guerres de substitution, menées par des acteurs locaux pour le compte des Etats-Unis ou de l'URSS, y ont été peu nombreuses, même si tous les conflits armés étaient surdéterminés par la rivalité Est-Ouest. L'instrumentalisation des superpuissances par les acteurs africains a été plus importante que l'actionnement de pions depuis Moscou ou Washington. La décote géopolitique a permis à la France de jouer le rôle de 'gendarme de l'Afrique' »². Les pays européens ont alors continué à exploiter les ressources naturelles de l'Afrique subsaharienne tout en lui payant un « loyer géopolitique »³ pour sa fidélité au camp occidental.

L'intérêt des Etats-Unis pour l'Afrique subsaharienne a commencé à poindre vraiment en 1960 avec l'affaire congolaise et les tentatives de déstabilisation de Patrice Lumumba. Les trois théâtres où les deux camps se sont le plus ouvertement opposés étaient le Congo, l'Angola et la Corne de l'Afrique, leur aide se limitant cependant en général à la fourniture d'armes (les Cubains se chargeant de l'intervention militaire pour le compte des Soviétiques). Il faut noter que l'engagement des Etats-Unis dans deux de ces trois zones avait déjà un lien direct avec le pétrole. En effet, la Corne de l'Afrique est géographiquement très proche des premiers pays producteurs

¹ SMITH Stephen, *Atlas de l'Afrique : un continent jeune, révolté, marginalisé*, Paris ; Autrement, 2005, p 37.

² *Ibid.* p 44.

³ *Ibid.* p 46.

mondiaux qui se trouvaient au Moyen-Orient, et le premier puits de pétrole foré en Angola date de 1958 (le premier forage maritime date lui de 1966). La motivation pétrolière du soutien américain à l'Unita de Jonas Savimbi dans les années 1970 en Angola ne peut faire aucun doute.

Si les luttes d'influences ont été réelles, elles ont donc souvent été plus marquées dans les discours des dirigeants africains que dans les faits. L'engagement américain en Afrique est ainsi resté relativement faible jusqu'à la fin de la Guerre Froide.

1.1.2 Un interventionnisme plus marqué à la fin de la Guerre Froide

Si jusqu'en 1983 les Etats-Unis ne se sont pas investis de manière très forte en Afrique, Ronald Reagan estimant que la stabilisation des Etats récemment décolonisés incombait principalement aux anciens pays colonisateurs, le conflit tchadien peut être considéré comme un tournant. Certes, le traumatisme vietnamien avait rendu l'opinion publique défavorable à toute action directe à l'extérieur du continent américain. Cela n'empêcha cependant pas le pays d'intervenir de manière plus forte que par le passé dès lors que le président Reagan estimait que la lutte contre l'Union soviétique l'exigeait, en particulier quand les pays européens semblaient peu à même de préserver les intérêts du camp occidental. Ronald Reagan refusait que l'on puisse considérer les acquis soviétiques en Afrique comme définitifs et irréversibles, ce qui l'a amené à soutenir de nombreuses actions destinées à regagner du terrain sur ce continent, tâche rendue d'autant plus difficile que la décolonisation des pays lusophones avait privé l'Occident d'un glacis protecteur appréciable. Ces interventions restaient en général diplomatiques ou indirectes, les gouvernements africains amis servant de bras armé à distance, comme lors de l'envoi de Zaïrois au Tchad.

L'administration Reagan a profité des difficultés économiques rencontrées par le Nigeria, pays exportateur de pétrole sur lequel des financiers américains avaient misé au cours de la décennie précédente, pour diminuer son potentiel de nuisance diplomatique et a recentré son action sur deux zones clefs : la Corne de l'Afrique et l'Afrique australe. La Corne de l'Afrique a une situation géographique particulièrement intéressante eu égard à sa proximité avec le Moyen-Orient, zone instable mais dont la production pétrolière pouvait justifier des interventions militaires. L'administration américaine s'est donc aménagée une possibilité de projeter des forces militaires en Asie occidentale à partir de cette zone et a tenté d'y enrayer les influences libyenne et soviétique en menant une action militaire et surtout économique : « La place de choix qu'occupe la Corne dans la stratégie américaine et les efforts que celle-ci y déploie conduisent en fait à la gestion d'une politique d'assistance économique et militaire croissante. A eux trois, le Kenya, la Somalie et le Soudan auront reçu entre 1981 et 1984 50% de toute l'aide américaine à l'Afrique [subsaharienne] »⁴. Ces trois pays ont notamment pour intérêt majeur, outre leur proximité avec le Golfe Persique, qu'ils entourent une Ethiopie alors armée par l'URSS et soutenue sur le terrain par

⁴ LAÏDI Zaki, « Contraintes et enjeux de la politique américaine en Afrique », *Politique africaine*, décembre 1983, n°12, p40.

des troupes cubaines.

En Afrique australe, les Etats-Unis cherchaient à la fois à pallier les carences dues au départ des Portugais, à renforcer leur prestige diplomatique et à consolider les investissements effectués par des fonds privés américains, le Zimbabwe, la République sud-africaine et l'Angola représentant à eux trois à l'époque 70% du potentiel industriel de l'Afrique subsaharienne. Finance et diplomatie étaient intimement liées, puisque les Américains comptaient utiliser leur poids pour agir sur l'Afrique du Sud en vue de l'indépendance de la Namibie, et obtenir des concessions politiques de l'Angola, pays ouvertement liés aux Cubains mais dont les réserves pétrolières étaient déjà fort intéressantes. Par ailleurs, si les hommes politiques américains réprouvaient moralement le régime de l'apartheid, ils ne pouvaient ignorer les liens économiques étroits entre les compagnies américaines et un pays riche en ressources naturelles dont le système permettait d'obtenir une main d'œuvre peu onéreuse. Cela induisait une ambiguïté certaine dans les rapports entre les deux pays.

La fin de la Guerre Froide, que rien ne laissait deviner lorsque Ronald Reagan a été élu pour la première fois, a donc vu une implication de plus en plus marquée des Etats-Unis en Afrique par le passage de l'endiguement à une tentative polymorphe de refoulement actif de l'URSS.

1.2 L'ère Clinton et la consolidation de quelques liens privilégiés

La fin de la Guerre Froide a vu les pays européens délaisser peu à peu l'Afrique subsaharienne et les Etats-Unis y intervenir de plus en plus au gré des conflits qui se sont multipliés pendant que la rente géostratégique payée aux Africains par exemple via l'aide publique au développement (APD) de la France diminuait. Après la Guerre Froide, les Etats-Unis se sont donc davantage intéressés à l'Afrique subsaharienne alors que le « loyer géopolitique » payé par les pays européens au sous-continent pour le conserver dans le camp occidental commençait à se tarir. Leur intervention malheureuse à Mogadiscio les a néanmoins incités ensuite à agir de manière indirecte. C'est ainsi que l'administration Clinton a tenté de s'appuyer sur quelques Etats pivots jugés importants et susceptibles de rester stables en vue d'implanter durablement en Afrique une zone d'influence conséquente. Cette politique, structurée par le triptyque paix-démocratie-développement, ne s'est pas révélée très efficace, mais l'attention sans précédent portée par le président des Etats-Unis à l'Afrique subsaharienne sera liée à des intérêts géostratégiques bien réels.

1.2.1 L'intervention somalienne

Après des succès diplomatiques non négligeables en tant que médiateurs dans le conflit éthiopien entre la rébellion et le dirigeant marxiste Mengitsu, destitué en 1991, les Etats-Unis ont poursuivi leur action dans la région, notamment en Somalie, après maintes tergiversations.

En effet, une fois la Guerre Froide terminée, ce pays s'est trouvé en proie à des luttes interethniques que le département d'Etat considérait comme un bourbier interminable dans lequel il ne voulait pas s'impliquer. Pour cette raison, l'administration du président George Bush a argué de difficultés de financement importantes pour tenter d'éviter une action armée de l'Organisation des

Nations Unies (ONU) dans ce conflit. Les Américains estimaient qu'il revenait aux anciens pays colonisateurs, le Royaume Uni et l'Italie, de tenter de résoudre ce conflit. Ils vont néanmoins consentir à acheminer en Somalie de l'aide humanitaire sous l'égide des Nations Unies après un accord entre le général Aïdid, l'un des chefs militaires somaliens, et l'ONU, autorisant le déploiement de soldats de la paix. Devant l'incapacité de l'ONU à permettre l'accomplissement de missions humanitaires dans des conditions de sécurité suffisantes et le manque de coopération des factions somaliennes, George Bush annonce le 4 décembre 1992 le déploiement d'une force destinée à créer un « environnement sûr » et plus propice aux actions initialement prévues. Cette décision, qui va à l'encontre de ce que préconisent le Département d'Etat, le Pentagone et la CIA, est dictée par la pression du Congrès et l'opinion publique, qui ne conçoit pas que l'Amérique n'intervienne pas dans une catastrophe humanitaire majeure. L'opération « Restore Hope » sera un échec puisque les troupes devront se retirer sans pour autant régler le conflit devant des caméras et des objectifs particulièrement nombreux. Les dix-huit morts et quelques dizaines de blessés de l'armée américaine en Somalie ont créé ce que Richard Holbrooke a appelé le syndrome de la « Vietmalie ».

Ce bref épisode a marqué les esprits des Américains et a constitué un nouveau tournant dans l'action des Etats-Unis en Afrique, lui interdisant toute intervention armée incertaine. Le président Bill Clinton, qui avait endossé la responsabilité de l'échec en maintenant les décisions de son prédécesseur a essuyé de vifs reproches, ce qui a eu pour conséquence une tendance à s'investir à la fois davantage et moins directement.

1.2.2 Les Etats pivots

Après un échec militaire et surtout médiatique retentissant en Somalie, l'administration Clinton a opté pour une action moins directe en vue de s'implanter durablement en Afrique, sous l'impulsion notamment du secrétaire d'Etat au commerce afro-américain Ron Brown. Le leitmotiv des relations avec les pays d'Afrique subsaharienne a été le triptyque « paix – démocratie – développement »⁵.

Les Etats-Unis souhaitent établir ou consolider des régimes démocratiques dans quelques Etats clefs en parallèle d'une politique de développement économique. Cette politique, inspirée de tendances idéalistes que l'on retrouve de façon récurrente dans les relations des Etats-Unis avec l'étranger, devait s'appuyer notamment sur l'Afrique du Sud, l'Angola, l'Ouganda, le Rwanda et l'Ethiopie. Le choix de ces pays a été lié en grande partie à l'émergence de gouvernants réformateurs comme Yoweri Museveni, Paul Kagame ou encore Meles Zenawi, ainsi qu'à l'intérêt qu'ils pouvaient représenter par leur situation géographique, leur économie ou leurs ressources naturelles. D'autres pays ont aussi eu les faveurs de Washington, comme la Côte d'Ivoire, le

Ghana, le Kenya et le Botswana. Ce rapprochement avec l'Afrique subsaharienne s'est concrétisé par l'adoption par le congrès en 1997 de l'African Growth and Opportunity Act (AGOA). « Son idée de base est d'appliquer à l'Afrique les recettes qui ont réussi en Asie et en Amérique du Sud et qui ont permis à ces régions de s'intégrer dans l'économie mondiale : encourager l'ouverture des marchés intérieurs aux investissements étrangers ; faciliter leur libre accès aux marchés domestiques des pays riches [...] ; faciliter les investissements [...] »⁶. Bill Clinton a effectué deux tournées africaines au cours de son second mandat. A ces occasions il a rendu visite à plusieurs reprises à la République sud-africaine et à des pays estimés importants dans le cadre de la démocratisation de l'Afrique, comme la Côte d'Ivoire. Jamais un intérêt aussi prononcé n'avait été montré jusque-là par un président des Etats-Unis pour l'Afrique noire.

Cette politique n'a malheureusement pas été immédiatement fructueuse car elle a eu lieu pendant une décennie où des affrontements particulièrement violents se sont déroulés dans les pays-mêmes dont les Américains attendaient des progrès importants. Les années 1990 ont vu se dérouler de nombreuses guerres civiles (Somalie, Angola, Congo-Brazzaville, République Démocratique du Congo - RDC, etc.), souvent liées à des différends d'origine ethnique, ou internationales (Ouganda-Rwanda, Ouganda-RDC, Rwanda-RDC, Ethiopie-Erythrée, etc.), parfois aussi liées à des problèmes ethniques, mais le plus souvent d'ordre économique, dans ce qu'on a pu appeler une guerre continentale ou une guerre mondiale africaine.

La voie novatrice suivie par l'administration Clinton n'a néanmoins pas été vaine. Elle a jeté les bases d'une politique à relativement long terme qui, si elle a failli être abandonnée par la suite, n'a pas été désavouée ; si les Etats-Unis ont semblé se désintéresser un temps de l'Afrique subsaharienne, les avantages géopolitiques de cette région n'ont pas été oubliés très longtemps.

1.3 La redécouverte d'un continent oublié

Après les échecs relatifs rencontrés par la politique de Bill Clinton en Afrique, la Maison Blanche en a tiré des conclusions et George W. Bush a opté pour un plus grand pragmatisme, tout en suivant la même ligne directrice : paix, démocratie, développement. L'approche de l'Afrique subsaharienne est une alliance de soft power (pour reprendre l'expression chère à Joseph S. Nye Jr.), mélange de pénétration culturelle et spirituelle susceptible d'attirer les sympathies d'un ensemble de peuples dont la représentation à l'ONU n'est pas anecdotique, d'une politique volontariste qui s'appuie sur le triptyque rappelé supra, sur la lutte contre le terrorisme ou GWOT (Global War On Terrorism) et une coopération économique renforcée, car l'Amérique semble croire en un développement économique futur de l'Afrique, marché potentiellement important. Pour conquérir ce marché face à des concurrents comme l'Asie et l'Europe, les Etats-Unis

⁵ Ces trois notions sont étroitement liées, car une idée tenace chez de nombreux politiciens américains est que les démocraties ne se font pas la guerre entre elles, selon la loi établie par Michael W. Doyle. Donc la paix, indispensable pour favoriser le développement économique, pourrait être obtenue en répandant la démocratie.

s'appuient sur des structures internationales sur lesquelles ils ont un contrôle relatif voire absolu : l'organisation mondiale du commerce (OMC), le fonds monétaire international (FMI) et la banque mondiale.

1.3.1 Présence croissante des organisations privées et non gouvernementales américaines

Après avoir négligé durant quelques mois le continent africain au début de son premier mandat, George W. Bush a repris à son compte les principes d'action de son prédécesseur et les a adaptés aux conjonctures. Il a continué à favoriser l'implantation d'Organisations Non Gouvernementales (ONG) en Afrique subsaharienne, notamment pour contribuer au rayonnement des Etats-Unis et tenter d'influer sur les cultures de peuples non anglophones afin de les intégrer dans un monde globalisé où la culture prédominante devrait être anglo-saxonne (notion de « soft power ») en utilisant les rancœurs héritées de la colonisation.

Les ONG et des organisations privées américaines étaient certes déjà présentes depuis longtemps dans ce sous-continent (l'USAID se targue par exemple d'agir au profit du Sénégal depuis 1961), mais un effort plus récent a été fait pour que leur action soit en synergie avec la politique internationale de leur gouvernement : « Le partenariat pour l'Afrique lancé par le président Clinton en 1997 a donné le ton. Il s'agit d'établir avec les Africains des relations différentes de celles instaurées par les ex-colonisateurs. Un certain nombre de structures, publiques, privées ou mixtes, s'emploient ainsi à développer échanges et dialogue entre élites africaines et hommes d'affaires américains »⁷. Les organisations privées sont souvent liées à des lobbies ou aux milieux d'affaires américains et leurs buts sont en général liés à leurs activités. Il s'agit notamment de créer un climat de confiance propice au renforcement de liens commerciaux en vue de conquérir les marchés africains de manière durable. Les ONG n'ont pas la même vocation, mais elles contribuent en outre au même objectif global. Des dizaines d'ONG américaines sont présentes en Afrique subsaharienne, dont (sans prétendre à l'exhaustivité) USAID, l'African Governance Program, Mercy Corps, US Peace Corps, Interaction, Doctors on call for service, Human rights watch, Africa Policy Information Center, TRACE, Global witness, Christmas child, International rivers network, etc.

Les ONG américaines ont des champs d'action souvent très différenciés qui permettent à la politique d'influence globale de Washington de pénétrer en Afrique dans tous les domaines. Ainsi, certaines ONG bâtissent par exemple des infrastructures de communication (comme des routes) au niveau de plusieurs nations. Cela facilite leurs échanges, donc il y a parfois besoin d'une autre ONG spécialisée comme TRACE pour aider les échanges commerciaux à mieux se dérouler entre les pays africains et entre ceux-ci et les Etats-Unis. Son action peut être relayée par un fonds privé constitué par des entrepreneurs. Cela offre pour avantage de faire accepter simplement les us

⁶ DENECE Eric, REVEL Claude, *L'Autre guerre des Etats-Unis : Economie : les secrets d'une machine de conquête*, Paris ; Robert Laffont, 2005, p183.

⁷ *Ibid.* p190.

et coutumes américains en matière d'échanges à des pays souvent plus habitués aux façons de faire européennes. En tout état de cause, l'existence de moyens de communication communs impose souvent de renforcer des bases juridiques communes, ce qui, avec l'aide d'autres organisations spécialisées dans le droit comme APIC, permet au droit anglo-saxon de mieux s'implanter dans les mentalités où le droit français est plus commun.

Cet exemple n'est certes pas complet, cependant il donne schématiquement la possibilité d'appréhender les modalités de pénétration de la culture, de la mentalité et des usages nord-américains en Afrique noire par le biais d'organisations privées et d'ONG.

1.3.2 Elaboration d'une politique structurée

Contrairement à ce que l'on aurait pu répondre en 1983 à la question que se posait la revue *Politique africaine* « Les Etats-Unis ont-ils une politique africaine ? »⁸, il existe bien depuis la première élection de Bill Clinton une politique africaine à Washington. Certes, le Département d'Etat n'avait pas attendu les années 1990 pour s'intéresser à l'Afrique, mais comme cela a été montré supra, les politiques suivies, parfois erratiques, n'ont pas forcément eu une véritable continuité. Or les bases jetées par les administrations Clinton ont été utilisées par les suivantes, avec une vision d'ensemble relativement nouvelle concernant l'Afrique subsaharienne, ce qui peut permettre de qualifier ce sous-continent de « laboratoire de l'influence américaine »⁹.

Cette politique n'a pas été particulièrement médiatisée et n'a pas fait l'objet de déclarations trop visibles. Néanmoins, il apparaît dans les faits qu'elle existe bien et est appliquée avec rigueur et méthode, même si l'existence d'aléas exige parfois quelques infléchissements. Il s'agit de mettre fin à la marginalisation de l'Afrique noire en l'intégrant à la marche de la mondialisation suivant des axes favorables aux intérêts américains afin que les Etats-Unis puissent maîtriser durablement les relations internationales. Pour cela, après avoir ciblé par le passé essentiellement des pays anglophones où il était plus aisé de s'implanter, les Etats-Unis ont approché des pays colonisés par les Français en jouant notamment sur un contraste notable avec l'image paternaliste qu'avait conservé la France immédiatement après les indépendances. L'approche américaine est globale, et intègre des actions diplomatiques, commerciales, militaires (même si l'utilisation d'autres puissances reste privilégiée pour éviter un nouveau syndrome de « Vietmalie »), humanitaires, culturelles et juridiques, coordonnées depuis la Maison blanche et le Département d'Etat.

Son caractère opaque rend les contours de cette politique difficiles à cerner, et elle se fait plus sentir par ses effets et quelques signes tangibles que par des exposés théoriques explicités sur la place publique. Cette politique a cependant une caractéristique visible et intéressante : elle

⁸ MARTIN Denis, « Les Etats-Unis ont-ils une politique africaine ? », *Politique africaine*, décembre 1983, n°12, p3.

⁹ DENECE Eric, REVEL Claude, *op. cit.*, p173.

réconcilie, ainsi que le préconisait Strobe Talbott sous la présidence de Bill Clinton¹⁰, deux visions des relations internationales qui s'opposent traditionnellement aux Etats-Unis, à savoir *Idealpolitik* et *Realpolitik*.

1.3.3 Utilisation des structures monétaires et commerciales internationales

La technique d'influence mise en application par les Etats-Unis en Afrique subsaharienne est exemplaire, mais son efficacité ne pourrait être aussi forte sans l'appui des structures internationales que sont les institutions de Bretton Wood (Fonds Monétaire International – FMI, Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement - BIRD) et l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC). Ces organismes offrent aux Etats-Unis, qui y ont un poids considérable, un moyen de pression parfois coercitif pour appuyer leurs méthodes plus douces de persuasion.

La subordination par la France de l'Aide Publique au Développement (APD) à l'adoption de principes démocratiques dès le début des années 1990 a représenté une façon déguisée d'en terminer avec le paiement systématique d'une rente géopolitique dont la raison d'être paraissait moins évidente que par le passé avec la fin de la Guerre Froide. Or les difficultés économiques rencontrées par les pays qui en bénéficiaient les avaient tant endettés qu'ils devenaient vulnérables à ce type de conditions. C'est entre autres ainsi que les Etats-Unis ont pu agir via le FMI et la Banque Mondiale pour imposer des programmes d'adaptation structurels qu'ils pouvaient contrôler un minimum, dans le but affiché de promouvoir la bonne gouvernance. L'objectif initial de ces programmes était d'assainir les finances publiques africaines afin de pouvoir insérer l'Afrique dans les échanges commerciaux croissants d'un monde en cours de mondialisation. Un autre objectif, moins visible, était si l'on en croit Walen Bello d'instaurer des règles financières compatibles avec les intérêts américains¹¹. En particulier, le conditionnement des aides à l'abandon des subventions versées par l'Etat aux secteurs économiques défaillants dans le cadre d'un libre échange dérégulé s'inscrivait dans cette optique. Or les aides de l'Etat étaient assez fréquentes dans les pays ayant eu un régime marxiste ou une tradition d'économie partiellement assistée par l'Etat comme dans les pays anciennement colonisés par la France. Les politiques d'adaptation structurelles ont donc permis de perméabiliser les marchés et les places financières des pays du Sud aux exportations et aux capitaux nord-américains.

L'intégration des pays d'Afrique noire à l'OMC participait des mêmes principes, avoués ou non. Elle a permis de commencer à intégrer l'Afrique dans les échanges internationaux moyennant l'adoption de conditions de nature à les rendre entièrement compatibles avec le libre-échangisme voulu par Washington. Cela a eu pour conséquence l'abandon de la logique de pré carré qui avait prévalu durant la Guerre Froide. Cet abandon n'a pas toujours été effectif compte

¹⁰ « Le peuple américain veut que la politique étrangère de son pays soit ancrée dans l'*Idealpolitik* autant que dans la *Realpolitik*. » in TALBOTT Strobe, « Democracy and the National Interest », *Foreign Affairs*, novembre-décembre 1996, p57.

tenu des relations entre ex-colonies et anciens pays colonisateurs, tant sur le plan économique qu'humain et culturel. De nombreux dirigeants africains avaient en effet noué des liens étroits avec des politiciens européens, ce que Washington considérait comme une forme de clientélisme.

Les raisonnements de Walden Bello¹² et Emmanuel Todd¹³ diffèrent à la fois sur les diagnostics et les causes de l'état actuel de l'économie des Etats-Unis mais permettent de tirer quelques conclusions similaires quant aux motivations qui poussent les Américains à favoriser les mouvements de mondialisation et de globalisation. En les suivant, il est possible de conclure que les Etats-Unis sont condamnés à une sorte de fuite en avant qui pourrait s'apparenter à de la cavalerie financière. Leur balance commerciale est déficitaire, en particulier et contrairement aux idées reçues en matière de produits manufacturés, mais la bonne santé relative de leurs marchés financiers attire des capitaux étrangers qui stimulent les dépenses un peu artificiellement. En d'autres termes, l'économie américaine est totalement dépendante des autres économies mondiales et la seule solution pour limiter les risques reste d'étendre la mondialisation à tous les marchés potentiels. La mondialisation resterait donc pour les Etats-Unis la meilleure garantie contre un risque de récession ou de crack, et il leur est donc indispensable de l'accompagner de façon proactive afin d'en tirer les plus grands bénéfices possibles.

La politique africaine des Etats-Unis a donc, après avoir suivi au gré des circonstances une trajectoire un peu erratique, une véritable consistance qui devrait perdurer sur le long terme. Largement liée à des motivations économiques et à la volonté de conserver une puissance que jamais aucun autre Etat n'a obtenu jusque-là, elle est dans un contexte de pénurie annoncée des énergies non renouvelables forcément élaborée en prenant en compte la géopolitique du pétrole.

2 DEUXIEME PARTIE : POLITIQUE ÉNERGÉTIQUE DES ETATS-UNIS

Depuis l'accession de George W. Bush au pouvoir, les Etats-Unis sont souvent critiqués pour une politique étrangère qui serait essentiellement dictée par deux lobbies influents : le lobby de l'armement et celui du pétrole. Les hydrocarbures ont effectivement été un thème central de leur politique extérieure dès janvier 2001, compte tenu de leur poids croissant dans les échanges commerciaux avec l'étranger, dû tant à la baisse des réserves domestiques qu'à la difficulté de les remplacer par des énergies de substitution. Toutefois, cette dépendance croissante est consentie et les risques qu'elle implique sont atténués par une politique de diversification des sources d'approvisionnement au cœur de laquelle l'Afrique a une place de choix. De surcroît, elle est appuyée par un dispositif de sécurisation des sources d'approvisionnement et des flux pétroliers fondés sur une diplomatie efficace et un déploiement militaire conséquent.

¹¹ BELLO Walden, *La Fin de l'Empire*, Paris ; Librairie Arthème Fayard, 2006.

¹² Ibid.

¹³ TODD Emmanuel, *Après l'empire*, Paris ; Gallimard (collection Folio actuel), 2004.

2.1 Une dépendance énergétique croissante dans un marché mondial

Premier consommateur mondial d'hydrocarbures en volume, les Etats-Unis d'Amérique ont aussi été historiquement parmi les premiers producteurs. La ressource domestique en pétrole a donc été exploitée depuis longtemps, en particulier dans le Golfe du Mexique, au Texas et en Californie, et cette manne commence à s'épuiser alors que la consommation ne cesse de croître. Par ailleurs, devant des besoins énergétiques croissants ils ne peuvent utiliser aisément d'autres sources compte tenu de données économiques structurelles et du poids de l'Histoire.

2.1.1 Baisse de la production pétrolière domestique

Historiquement parmi les premiers pays producteurs, les Etats-Unis avaient l'avantage de ne pas souffrir du déséquilibre géographique mondial entre production et consommation. Cependant, les dernières décennies ont vu leur consommation d'hydrocarbures augmenter alors que leur production avait tendance à baisser.

Les Etats-Unis exploitent depuis très longtemps les gisements pétroliers du Golfe du Mexique, du Texas et de la Californie, et la plupart des réserves prouvées dont ils disposent sont situées à des endroits où l'exploitation est peu aisée, comme en Alaska. Aujourd'hui, les Nord-américains consomment près de 30% du pétrole produit tandis qu'ils n'extraient que moins de 20% de la production mondiale et ne disposent que 5,5% des réserves prouvées. Il semble évident que ce faible taux peut paraître inquiétant dans un pays où l'énergie est considérée comme stratégique. D'après les données de l'Energy Information Administration (EIA), qui dépend du Department of Energy et fournit les statistiques officielles relatives à l'énergie de l'administration des Etat-Unis, la production domestique journalière de pétrole brut est passée de 8,597 à 5,430 millions de barils entre 1980 et 2000, tandis que la consommation journalière avait augmenté de 13,481 à 15,067 millions de barils. Les études prospectives de ce même organisme montrent que la production domestique devrait se maintenir dans la prochaine décennie mais que la consommation devrait s'accroître de 25% environ à l'horizon 2030. Ces prévisions prennent en compte l'exploitation des gisements d'Alaska.

Il semble donc évident que les Etats-Unis, ancien pays exportateur, deviendront un importateur net de plus en plus dépendant d'autres pays producteurs.

2.1.2 Problématiques liées aux autres sources

Le cas des autres ressources est parfois similaire, mais souvent différent. Certains produits non ou difficilement renouvelables risquent aussi de connaître une pénurie à terme, alors que d'autres qui pourraient être utilisés ne le sont plus ou pas encore suffisamment pour des raisons écologiques, culturelles et politiques.

En effet, l'étude des graphiques présentés dans les annexes III, IV et V montre assez clairement que le déséquilibre entre production et consommation d'énergie tend à s'accroître en ce qui concerne les hydrocarbures, et, phénomène nouveau, le charbon. Seules l'énergie nucléaire et

les énergies renouvelables connaissent un équilibre entre production et consommation domestiques, néanmoins il apparaît tout aussi nettement que si des adaptations ont bien été effectuées pour utiliser des sources d'énergie alternatives, leur développement ne croît pas autant que le besoin ; ce déficit est aggravé par la baisse de la production pétrolière des Etats-Unis. Il en résulte une carence compensée par des importations d'hydrocarbures toujours plus importantes. Il y a à cela plusieurs raisons.

D'une part, même si l'utilisation de l'électricité produite par le biais de centrales nucléaires va croissant, elle reste encore assez faible, alors que plusieurs Etats comme la Californie connaissent des pénuries récurrentes dans ce domaine. Cela est dû en grande partie à la pression des lobbies écologistes qui ne souhaitent pas voir se multiplier les centrales nucléaires, potentiellement dangereuses pour la santé et l'environnement. La population aux Etats-Unis a été sensibilisée à ce problème de manière abrupte lors de l'accident survenu le 28 mars 1979 à la centrale de Three Mile Island. Le système de refroidissement du réacteur est tombé en panne ; après diverses erreurs humaines le réacteur a été endommagé et a menacé d'exploser plusieurs jours durant. Il n'y a certes eu aucun mort ni aucun blessé direct, mais la pollution de la rivière qui a servi à refroidir le réacteur dans l'urgence a été réelle. De surcroît, la médiatisation de cet événement a eu un impact tellement fort que la construction d'aucune centrale atomique n'a été entamée depuis, les positions anti-nucléaires des écologistes en ayant été considérablement renforcées.

Ensuite, le pétrole a dans l'imaginaire américain un rôle majeur, symbole de puissance, de liberté et de richesse. Ce fait culturel est peu palpable, mais à ne pas négliger. James Schlesinger, ancien secrétaire à l'énergie de l'administration Carter a bien résumé le peu de propension des Américains à être regardants quant à leur consommation de pétrole au conseil mondial de l'énergie de Madrid en septembre 1992 : « Ce que le peuple américain a retenu de la guerre du Golfe, c'est qu'il est extrêmement plus facile et plus drôle d'aller botter les fesses des gens au Moyen Orient que de faire des sacrifices pour limiter la dépendance de l'Amérique vis-à-vis du pétrole importé. [...] Ceux qui me connaissent savent que je n'aurais jamais utilisé une phrase comme celle que je viens d'employer si elle n'était pas utilisée aux niveaux les plus élevés du gouvernement »¹⁴. Pendant son premier mandat, George Bush avait déclaré dans ce sens que l'utilisation massive d'hydrocarbures faisait partie du mode de vie américain, que son rôle était de défendre ce mode de vie et qu'en conséquence il n'était pas à l'ordre du jour de limiter la consommation énergétique des Américains. Or, après une guerre en Irak qui n'en finit pas de finir, une hausse spectaculaire des prix des hydrocarbures, et par voie de conséquence de l'énergie en général, il a totalement changé de discours, allant jusqu'à inciter ses compatriotes à acquérir des automobiles plus sobres et à pratiquer le covoiturage.

Enfin, il est à noter que le lobby du pétrole a eu dans la première administration Bush un

poids important. En effet, si ce lobby n'était pas le premier bailleur de fonds du parti républicain lors de la campagne présidentielle de 2000 (largement devancé par le lobby de l'armement), il a tout de même versé environ trois millions de dollars pour permettre à M. Bush, lui-même ancien président d'une entreprise pétrolière, de parvenir à la Maison Blanche. Ce lobby a aussi fourni un nombre certain de membres à la première administration Bush (Richard Cheney, Condoleeza Rice, Donald Evans, Spencer Abraham, Kathleen Cooper, etc.). Son poids, même s'il n'est pas prépondérant dans un jeu d'influences très complexe, est entièrement admis par le système politique américain comme garant d'une certaine vision de la démocratie.

Le corollaire de cet aspect politique et culturel conjugué à un sentiment de profusion est que rien n'était venu jusqu'à présent inciter les Etats-Unis à s'investir pleinement dans la recherche concernant d'autres énergies que le pétrole. Il faut toutefois reconnaître que c'est sur l'initiative d'un ancien membre d'une industrie liée au pétrole, M. Cheney, qu'a été créée l'Energy Policy Task Force, groupe de travail qui a infléchi la politique énergétique américaine vers une indépendance progressive vis-à-vis du pétrole notamment en recherchant des solutions alternatives si possible moins onéreuses, plus aisément disponibles, moins polluantes, et éventuellement en relançant la construction de centrales électriques nucléaires.

2.2 Diminuer une dépendance consentie : un objectif majeur

La dépendance pétrolière des Etats-Unis est consentie, car elle permet de ne pas consommer le pétrole américain trop rapidement. Il est cependant évident qu'elle ne doit en aucun cas être une gêne pour ce pays qui ne peut en aucun cas dépendre de sources d'approvisionnement pouvant entraver la liberté d'action de ses dirigeants, notamment en matière de relations internationales. Pour conserver cette liberté d'action, il est donc nécessaire de diversifier ces sources d'approvisionnement, afin de minimiser leur importance relative, et de garder une autonomie minimale destinée à pourvoir à l'urgence en cas de pénurie imprévue liée à un événement subit et imprévisible. L'objectif affiché de se fournir en Afrique jusqu'à hauteur de 25% de la consommation à l'horizon 2020 participe directement de cette nécessité de varier les fournisseurs.

2.2.1 Nécessité d'éviter de dépendre d'un pays en particulier

Pionniers dans la prospection et l'exploitation des champs pétroliers, les Etats-Unis ont très tôt tissé des liens étroits avec les pays du Moyen-Orient, en particulier avec l'Arabie Saoudite, grâce à leurs savoir-faire et surtout à leur attitude différente de celle des puissances européennes qui avaient tenté de se partager la domination de la région dans une logique coloniale (accords Sykes-Picot). La domination de l'exploitation des gisements pétroliers de la péninsule arabique n'a

¹⁴ Cité dans de LESTRANGE Cédric, PAILLARD Christophe-Alexandre, ZELENKO Pierre, *Géopolitique du pétrole*, Paris ; Technip, 2005, p5.

tout d'abord pas été une nécessité dictée par une éventuelle pénurie puisque de nouvelles réserves avaient été trouvées au Texas et en Californie. Il s'agissait essentiellement de se positionner en toute égalité vis-à-vis des compagnies européennes sur un marché où les Etats-Unis étaient exportateurs nets. Ces liens ont permis aux sociétés américaines d'exploiter avec de forts profits une ressource assez aisée à obtenir jusqu'à ce que les pays producteurs reviennent sur les concessions accordées dans le but de disposer eux-mêmes de leurs richesses naturelles. Ainsi, alors que les Etats-Unis importaient de plus en plus de pétrole, ils perdaient une partie du contrôle qu'ils exerçaient jusqu'alors directement sur les gisements des pays du Golfe Persique.

Les chocs pétroliers de 1973 et 1979 ont montré que les pays producteurs s'étaient pour une partie non négligeable d'entre eux structurés en deux organisations vouées à leur permettre de mieux agir sur le marché, notamment pour inverser le rapport de force qui les inféodait dans une certaine mesure aux pays consommateurs, et pouvaient faire pression sur les pays occidentaux avec cette arme. Le pétrole était devenu depuis les années de l'immédiat après-guerre la première ressource énergétique utilisée au monde, devant le charbon. Forts des liens qui les unissaient aux pays du Moyen-Orient, les Etats-Unis ont cependant continué à s'approvisionner dans cette région, jusqu'à considérer après les attentats du 11 septembre 2001 que l'Arabie Saoudite n'était pas forcément un pays dont il était aisé de trop dépendre. Par extension, le Moyen-Orient est vu en raison de sa faible stabilité politique supposée ou réelle comme une zone dont les Etats-Unis doivent pouvoir s'affranchir. C'est ce qui a conduit M. Bush à déclarer dans son discours sur l'état de l'Union en 2006 : « Préserver la compétitivité de l'Amérique nécessite d'avoir une énergie qu'elle peut s'offrir. Et nous avons à ce niveau un sérieux problème : l'Amérique est dépendante du pétrole, qui est souvent importé de régions du monde qui sont instables. Le meilleur moyen d'en finir avec cette dépendance réside dans la technologie. [...] En mettant en œuvre le talent et la technologie de l'Amérique, ce pays peut améliorer notre environnement de manière drastique, aller au-delà d'une économie basée sur le pétrole, et transformer notre dépendance envers le Moyen-Orient en souvenir du passé. »¹⁵.

De manière à éviter tout risque de chantage et à diminuer la sensibilité des prix des produits pétroliers aux fluctuations voulues ou fortuites de la production, les Etats-Unis ont donc trouvé deux types de parades : la diversification des sources d'approvisionnement et la constitution d'une réserve stratégique permettant au pays de fonctionner normalement pendant un certain temps y compris en cas de pénurie dans des pays producteurs majeurs.

¹⁵ «Keeping America competitive requires affordable energy. And here we have a serious problem: America is addicted to oil, which is often imported from unstable parts of the world. The best way to break this addiction is through technology. ... By applying the talent and technology of America, this country can dramatically improve our environment, move beyond a petroleum-based economy, and make our dependence on Middle Eastern oil a thing of the past » (traduction du rédacteur). Cet extrait de discours provient du site internet de la Maison Blanche (<http://www.whitehouse.gov/infocus/energy/>), où est aussi mentionnée l'ambition de réduire de 75% les importations de pétrole provenant du Moyen-Orient à l'horizon 2025.

2.2.2 Une solution : la diversification des sources d'approvisionnement

La diversification des sources d'approvisionnement représente en effet mathématiquement la meilleure manière de lisser les risques. Elle ne peut être que relative si l'on considère que le Moyen-Orient renferme environ 60% des réserves prouvées¹⁶, néanmoins c'est la meilleure garantie pour se prémunir contre des risques de pénurie. La globalisation du marché de l'énergie est donc un impératif pour les Nord-américains, sachant que les rares tentatives d'embargo pétrolier ont montré que ce type de mesures n'était pas efficace notamment grâce à cette globalisation déjà ancienne.

Il apparaît assez clairement sur les documents présentés en annexe I que les Etats-Unis ont multiplié leurs sources d'approvisionnement depuis longtemps. Les documents en question ne prennent pas en compte tous les pays exportateurs qui fournissent les Etats-Unis en hydrocarbures, actuellement au nombre de quatre-vingt-huit (parmi eux se trouve la France). L'origine de cette diversification est à rechercher dans l'embargo exercé par des pays arabes en 1973 pour sanctionner les Etats-Unis et les Pays-Bas qui soutenaient leur ennemi Israël lors de la guerre du Kippour ; cet embargo a engendré une hausse des cours mais n'a pas véritablement ébranlé l'économie américaine. Cet événement a même démontré que la globalisation du marché rendait difficile l'utilisation des ressources pétrolières en tant qu'arme. D'ailleurs, les pays du Golfe Persique déclarent aujourd'hui ouvertement ne pas vouloir utiliser la régulation de leurs exportations comme une arme, ce qui est leur intérêt. En effet, il est fort probable que le maintien à un cours trop élevé du baril de pétrole hâterait les recherches des pays occidentaux pour obtenir une énergie de substitution, ce qui pourrait leur être fort préjudiciable.

L'analyse du premier diagramme de l'annexe I montre assez clairement que les Etats-Unis ont tendance à s'approvisionner ailleurs que dans le Golfe Persique, et en priorité sur leur propre continent. Près de la moitié de leurs importations proviennent de leurs voisins directs, dont les réserves prouvées augmentent régulièrement¹⁷. Si l'on prend en considération leur consommation domestique, les Etats-Unis consomment donc en grande partie du pétrole américain. Le pétrole provenant du Moyen-Orient semble jouer depuis quelques années un rôle de complément. Lorsque les Etats-Unis peuvent s'en passer, ils évitent de trop en dépendre et ne l'utilisent que lorsque leurs autres sources ne leur suffisent pas.

La diversification des sources d'approvisionnement n'apparaît donc pas comme une nouveauté. Toutefois, elle a été préconisée officiellement par le National Energy Policy

¹⁶ La notion de réserves prouvées est assez délicate à appréhender, et les compagnies pétrolières censées évaluer celles dont elles disposaient ont jusqu'à un passé récent été assez opaques quant à leurs méthodes d'estimation. Les réserves prouvées varient constamment en fonction de la consommation qui les épuise, des découvertes de gisements qui les accroissent, des améliorations techniques qui donnent la possibilité d'exploiter des zones jusque-là inutilisables. Elles évoluent aussi en fonction de l'évolution des prix. S'ils sont élevés, ils rendent viable l'exploitation de gisements qui auparavant nécessitaient des moyens jugés trop onéreux pour être rentables.

¹⁷ Les techniques d'exploitation des schistes bitumeux ayant évolué, la découverte de réserves de ce type en Alberta confère par exemple au Canada une capacité de production non négligeable.

Development Group créé sous l'égide de Richard Cheney au lendemain de l'élection de George W. Bush en 2001. Son rapport précise en effet : « La concentration de la production pétrolière mondiale dans une seule région du monde est un facteur potentiel d'instabilité du marché, qui ne bénéficie ni aux producteurs de pétrole, ni aux consommateurs. Les efforts récurrents de l'OPEP (Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole) pour maintenir le cours du pétrole au-dessus du niveau dicté par la loi du marché a accru la volatilité des prix et les prix payés par les consommateurs, et a travaillé contre les intérêts partagés à la fois par les producteurs et les consommateurs qui résident dans une plus grande stabilité du marché. Cela représentera un défi que nous relèverons sur le long terme en menant une politique énergétique globale qui joue simultanément sur l'offre et la demande et en nous engageant davantage avec tous nos principaux fournisseurs. Une plus grande diversité de production pétrolière dans le monde reste un point important »¹⁸.

2.2.3 Une sécurité relative : la réserve stratégique

Pour faire face à une éventuelle pénurie, le Secrétaire à l'Intérieur Harold Ickes a envisagé en 1942 la constitution d'une réserve stratégique pétrolière (Strategic Petroleum Reserve ou SPR). Ce projet avait pour but de préserver une capacité à durer en attendant le rétablissement des flux pétroliers. Il n'a dans les faits pu voir le jour qu'en 1975.

Elaboré par l'administration Nixon, l'Energy Policy and Conservation Act créait formellement une réserve vouée à fournir une autonomie minimale aux Etats-Unis et énumérait diverses mesures susceptibles en particulier de faire baisser la consommation. Deux ans après l'embargo subi après la guerre du Kippour et le premier choc pétrolier, cette loi a créé des réserves stockées dans quatre dépôts souterrains situés au Texas et en Louisiane. La capacité de ces dépôts correspond environ à 55 jours d'importation de pétrole ou 35 jours de consommation, soit un peu moins de 700 millions de barils. Cette réserve a été utilisée à diverses reprises, notamment en 1991 et en 2000, néanmoins l'ouragan Katrina en a montré les limites. Non seulement les moyens de production du Golfe du Mexique ont été endommagés, mais il en a aussi été de même pour des infrastructures de distribution, comme certains oléoducs. Cette catastrophe climatique a eu pour conséquence une chute des approvisionnements, la Louisiane et le Texas étant à la fois zone de production, d'importation et de stockage du pétrole (SPR).

Par ailleurs, certains gouvernants ont tenté de donner à cette réserve une dimension plus militaire, partant du principe que le pétrole sert d'abord à faire la guerre. Dans les faits, cette

¹⁸ "Concentration of world oil production in any one region of the world is a potential contributor to market instability, benefiting neither oil producers nor consumers. Periodic efforts by OPEC to maintain oil prices above levels dictated by market forces have increased price volatility and prices paid by consumers, and have worked against the shared interests of both producers and consumers in greater oil market stability. This remains a policy challenge, which we will meet over the longer term through a comprehensive energy policy that addresses both supply and demand, as well as through increased engagement with all our major suppliers. Greater diversity of world oil production remains important", in Report of The National Energy Policy Development Group, *National Energy Policy*, Washington ; 2001, p 132.

utilisation particulière n'a pas été validée et elle a été surtout utilisée à des fins civiles, soit pour prévenir une pénurie, soit pour agir sur le marché. C'est sans doute là que se trouve l'avenir de la SPR ; les frais de stockage y afférent, non négligeables pour les Etats-Unis, doivent être dans une certaine mesure rentabilisés. Si la notion de sécurité pouvait, de ce point de vue, être prise en considération il y a trente ans, elle n'est plus aussi prégnante aujourd'hui du fait de la mondialisation qui a, en quelque sorte, sécurisé les marchés. Il faudrait pratiquement un accord unanime de tous les producteurs pour que le pétrole redevienne une arme politique ; un tel accord est difficilement envisageable, d'autant qu'il inciterait les consommateurs à se passer de pétrole. Il est donc plus probable que les Etats-Unis continueront à utiliser la SPR pour empêcher des tendances haussières du marché lors de tensions dans les zones de production ou de transit de la ressource pétrolière.

Il est donc intéressant pour ne pas avoir à se servir de la SPR de sécuriser directement ou indirectement à la fois les zones de production du pétrole et les itinéraires de transit, ce qui est dans l'intérêt non seulement des Etats-Unis, mais aussi de nombreux pays consommateurs.

2.3 Des ressources à sécuriser

La diversification des sources est suffisante pour assurer un minimum de sécurité en matière énergétique grâce à la globalisation des marchés, qui rend quasiment inopérantes les mesures d'embargo ou de blocus, et rend conséquemment les approvisionnements peu sensibles aux aléas. Il faut néanmoins pour que cela reste valable sécuriser à la fois les sources d'extraction des matières premières et les flux, terrestres comme maritimes. Là aussi, l'Afrique subsaharienne est grandement concernée car sa position géographique est à ce titre particulièrement intéressante.

2.3.1 La globalisation comme gage de sécurité

Comme cela a déjà été mentionné à plusieurs reprises, la globalisation et la mondialisation ont pour avantage majeur qu'elles rendent pratiquement inopérante toute tentative d'embargo ciblée.

Il faudrait en effet une action concertée de trop d'intervenants différents pour garantir l'efficacité d'une telle mesure. Certes, l'OPEP et l'OPAEP (Organisation des Pays Arabes Exportateurs de Pétrole) ont été créées pour fédérer les efforts des producteurs et utiliser leurs capacités de régulation des flux pétroliers comme une arme politique. Cependant, cette arme ne peut plus être très utile à court terme, et peut se retourner contre son détenteur à moyen et long terme. De surcroît, un marché mondial est difficile à maîtriser, et il est surtout peu aisé de contrôler le pays qui va recevoir le pétrole. Il peut le revendre à un pays sous embargo ou essayer de modifier ses approvisionnements afin de laisser le pays sous embargo se fournir chez l'un de ses fournisseurs habituels qui lui ne respecte pas cette mesure, par exemple en reportant ses achats vers d'autres pays producteurs.

Il faut en outre prendre en considération la structure économique de beaucoup de pays producteurs de pétrole qui vivent presque exclusivement de la vente de cette ressource, et ne

peuvent pas tous se passer de vendre des hydrocarbures pendant une période trop longue, même dans une période de cours élevés. Ces Etats peuvent constituer le maillon faible d'une organisation qui tenterait d'organiser un embargo.

Enfin, le marché du pétrole s'est structuré avec le temps comme tous les marchés de matières premières. Cela signifie qu'il existe des marchés à terme qui correspondent à des engagements de vente ou à d'acquisition de pétrole à une échéance clairement définie et à un prix déterminé à l'avance, quel que soit le cours du moment. Cela constitue une forme d'assurance contre les fluctuations trop brusques du marché et un moyen de lissage et de régulation.

C'est pour ces raisons que la National Energy Policy mentionnée supra préconise de favoriser la production partout dans le monde, sans qu'une région particulière ne soit favorisée.

2.3.2 Une sécurisation interventionniste des ressources pétrolières

Les régions de production du pétrole sont depuis longtemps l'objet d'attentions spéciales de la part des Etats-Unis d'Amérique. Elles sont encore aujourd'hui au centre des réorganisations des dispositifs militaires de ce pays.

Avec la fin de la Guerre Froide et la guerre contre le terrorisme, les Etats-Unis ont dû adapter leur organisation militaire aux nouvelles conjonctures. L'attentat du 11 septembre 2001 a accéléré ce processus, qui correspond globalement à une multiplication du nombre d'emprises des forces armées américaines de par le monde, mais avec des structures beaucoup plus petites que celles déployées pendant la Guerre Froide. La nouvelle répartition des forces a des liens très forts avec la production de pétrole à divers titres. En Europe, qui ne se situe plus sur une ligne de front, les bases américaines ont été déplacées de Grande-Bretagne et surtout d'Allemagne vers des pays amicaux ayant activement participé à la deuxième guerre du Golfe comme l'Italie et l'Espagne. Au Moyen-Orient, le redéploiement a été effectué en faveur de pays proches de l'Arabie Saoudite. Les troupes américaines quittent ce pays jugé peu fiable depuis 2001 mais ont toujours besoin de pouvoir intervenir rapidement dans un éventuel pays de la région jugé défaillant afin d'éviter que des événements politiques locaux ne viennent troubler l'ordre pétrolier mondial. Ces mouvements de troupes mettent bien en évidence les convergences d'intérêts des Etats-Unis citées par Philippe Sébille-Lopez dans le chapitre de son livre où il aborde le redéploiement stratégique de ce pays : « Il s'agit d'illustrer ici les fortes convergences au plan géopolitique entre les différents axes prioritaires de la politique étrangère et de sécurité des Etats-Unis, à savoir : d'une part la guerre contre le terrorisme et la lutte contre la prolifération des armes de destruction massive, l'expansion de la démocratie et la chasse aux tyrans ; et, d'autre part, la quête des hydrocarbures. [...] Quant aux bases du Golfe Persique et de l'Océan Indien, elles avaient déjà pour fonction d'assurer la sécurité de l'approvisionnement énergétique des Etats-Unis »¹⁹.

Le pétrole n'est donc plus officiellement au centre des préoccupations qui président aux décisions de redéploiement des forces, néanmoins tout concourt à montrer que le nouveau dispositif

permet toujours de s'assurer que l'ordre règne dans les zones de production.

2.3.3 Sécurisation des flux

S'il est important de sécuriser les zones de production pétrolière, il est tout aussi primordial de s'assurer que les produits pétroliers pourront sans difficulté parvenir à destination.

Le dispositif militaire américain a aussi un rôle à jouer dans ce domaine. Comme dans le cas des zones de production, il faut être en mesure d'intervenir pour que les oléoducs ou les routes maritimes restent ouverts. Or la zone de production principale, le Moyen-Orient, a pour caractéristique d'être isolée du continent américain par des Océans qui doivent être rejoints soit en doublant le Cap de Bonne Espérance, soit en passant par des détroits (Ormouz, Gibraltar, ou encore Malacca)²⁰. Il est donc indispensable d'avoir une composante maritime située près des zones de transit, ce qui, conjugué à la nécessaire sécurisation des zones d'extraction, explique entre autres raisons la présence de la V^e flotte dans l'Océan Indien et de la VI^e flotte dans la Mer Méditerranée. Le Golfe de Guinée, nouvelle zone de production et de transit du pétrole vers les Etats-Unis est réputé peu sûr. Pour cette raison, les Américains ont offert lors de la visite de l'Amiral Harry Ulrich, commandant les forces navales des Etats-Unis en Europe et en Afrique, le 08 février 2006, une vedette de surveillance à São Tomé e Príncipe afin que ce pays puisse mieux contrôler ses eaux territoriales et les préserver des pirates et trafiquants en tous genres. Cette visite terminait une courte tournée en Afrique, qui l'avait mené au Ghana, au Gabon et en Afrique du Sud. Elle a relancé les bruits récurrents concernant l'installation d'une base navale américaine à São Tomé, perspective catégoriquement rejetée par l'Amiral Ulrich.

Les flux terrestres sont aussi surveillés assez étroitement pour s'assurer que le pétrole ne viendra pas à manquer : « C'est donc le Centcom qui garde la haute main sur les Etats pétroliers du monde musulman et les principales voies d'acheminement des hydrocarbures de la zone. [...] La présence militaire américaine s'est développée dans le Caucase en Géorgie, et dans les républiques d'Asie centrale, au Tadjikistan, au Kirghizistan et plus temporairement en Ouzbékistan. Cette présence permet de contenir l'instabilité islamiste et de surveiller les oléoducs en construction »²¹.

Qu'ils soient directement dans la zone de production et sur les voies de transit du pétrole ou juste à proximité, les soldats des Etats-Unis restent donc toujours dans une posture qui leur permet d'agir militairement en cas de rupture des flux d'approvisionnement en hydrocarbures.

¹⁹ SEBILLE-LOPEZ Philippe, *Géopolitiques du pétrole*, Paris ; Armand Colin, 2006, p 81-83.

²⁰ Voir à ce sujet les plans figurant en annexe VI.

²¹ SEBILLE-LOPEZ Philippe, *op. cit.*, p93.

3 TROISIEME PARTIE : POIDS RÉEL DES ENJEUX PÉTROLIERS ET PERSPECTIVES D'AVENIR

L'obsession des Etats-Unis concernant les enjeux pétroliers en général peut laisser penser que les hydrocarbures tiennent une place importante dans la conception de leur politique africaine. Pour autant, il ne faut pas négliger d'autres raisons, nombreuses, qui poussent les Etats-Unis à se rapprocher de l'Afrique subsaharienne. Ces raisons devraient, à court, moyen et long terme, déboucher sur une coopération bien plus étendue qui assurerait à l'Amérique une suprématie qu'elle ne veut pas partager.

3.1 La place prépondérante de l'Afrique comme fournisseur de pétrole

A la suite des travaux du National Energy Policy Development Group, les Etats-Unis ont pris la décision de diversifier davantage leurs fournisseurs de pétroles et de permettre aux pays tiers une intensification de l'extraction d'hydrocarbures. Ces dispositions concernent en particulier l'Afrique subsaharienne, dont Washington veut faire l'un de ses principaux producteurs hors du continent américain. Les échanges pétroliers entre le sous-continent et les Etats-Unis ne sont certes pas récents, néanmoins la réévaluation des réserves prouvées disponibles en Afrique, notamment dans le Golfe de Guinée, et la baisse de l'influence des ex-puissances colonisatrices constituent une aubaine pour que l'administration Bush parvienne à ses fins. Il ne faut en outre pas négliger la présence dans la zone d'autres matières premières indispensables aux industries de pointe et à la préservation d'un arsenal nucléaire.

3.1.1 Un nouvel El Dorado dans le Golfe de Guinée

Les échanges pétroliers entre les Etats-Unis et l'Afrique subsaharienne ne sont effectivement pas récents. Dès la fin des années 1960, les Etats-Unis d'Amérique ont obtenu des concessions pétrolières au Nigeria. En 1993, le Nigeria a fourni 8,5% des importations pétrolières des Etats-Unis, contre 3,9% pour l'Angola, et au total environ 15% des importations de pétrole brut pour l'ensemble de l'Afrique subsaharienne (source : Energy Information Administration). Ces échanges sont appelés à s'intensifier à l'avenir, car l'augmentation des réserves prouvées d'Afrique noire correspond au besoin croissant de pétrole des Américains.

L'annonce par George Bush le 31 janvier 2006 de la nécessité de diminuer de 75% les importations nord-américaines de pétrole en provenance du Moyen-Orient et d'augmenter à hauteur de 25% des importations globales la part de l'Afrique subsaharienne donne à cette zone une importance capitale dans la politique énergétique des Etats-Unis. Certes, peu de temps après son élection en 2000, George Bush avait affirmé que l'Afrique ne représentait pas une priorité stratégique pour son pays, contredisant son prédécesseur qui avait déclaré que sa croissance économique était dans l'intérêt national des Etats-Unis. Cependant, les différents rapports du National Energy Policy Development Group l'ont suffisamment sensibilisé aux problèmes

énergétiques auxquels son pays pourrait se trouver confronté s'il ne s'intéressait pas à l'Afrique ; d'autant qu'est apparue la nécessité de s'éloigner de l'Arabie Saoudite après les attentats du 11 septembre 2001. Or, comme le montre l'annexe II, les réserves prouvées africaines, qui ne cessent de croître, étaient les troisièmes au monde derrière le Moyen-Orient et l'Europe en 2004 avec près de 10% des réserves mondiales...

Dans cette Afrique subsaharienne, le pétrole représente souvent une malédiction, car la manne pétrolière est très rarement redistribuée au peuple et engendre souvent des conflits fratricides ainsi que l'avènement de régimes où la seule motivation des dirigeants est la prévarication ; une zone y prend de plus en plus d'importance car ses réserves prouvées ne cessent d'augmenter : le Golfe de Guinée. Ces ressources s'accroissent en raison du perfectionnement et de l'efficacité des techniques de prospection et de forage, notamment en mer. Le Golfe de Guinée présente différents avantages, de nature technique et géologique comme géopolitique. Techniquement parlant, le pétrole que l'on y extrait est de très bonne qualité ; léger, il contient peu de soufre, et peut donc être très aisément raffiné par les entreprises américaines à moindre coût. Il ne demande pas de traitement lourd et a donc un très bon rapport coût-efficacité, contrairement à d'autres types de produits dont le seul traitement consomme une partie de l'énergie qu'ils permettent de générer. Au niveau géopolitique, le Golfe de Guinée est très intéressant car il est très proche des Etats-Unis. Seul l'océan Atlantique sépare les côtes américaines des côtes africaines, sans détroit à passer, avec une distance relativement modeste et dans une zone où les Etats-Unis devraient pouvoir assurer la sécurisation des extractions et des flux sans difficulté majeure. La proximité géographique permet de minimiser les coûts du transport ainsi que sa durée. Enfin, la majorité des gisements sont offshore et ont donc une moindre sensibilité aux troubles politiques que rencontrent les pays africains.

De façon à s'assurer une certaine liberté d'action vis-à-vis de leurs partenaires africains, les Etats-Unis ont déjà pris ou tenté de prendre différentes mesures. En 2002, ils ont notamment essayé d'amener le Nigeria à quitter l'OPEP, dont il est le seul pays africain. Sous la pression d'un think tank proche des néo-conservateurs, un groupe baptisé African Oil Policy Initiative Group (AOPIG) a été créé et un livre blanc, intitulé *African Oil, A Priority for US National Security and African Development*, a été diffusé. L'AOPIG a mené diverses actions auprès des gouvernements africains pour préserver les intérêts américains. Il a notamment réuni une Commission du Golfe de Guinée regroupant les pays d'Afrique occidentale producteurs de pétrole pour asseoir la position américaine au sein de ces pays.

Il faut noter que cet intérêt des Etats-Unis pour le Golfe de Guinée est de façon évidente dicté par les besoins énergétiques, présents et surtout à venir. En effet, si l'Afrique subsaharienne fournit déjà près du quart des importations de brut américaines, ces dernières ne représentent encore qu'une part raisonnable de la consommation de pétrole. A l'horizon fixé par George Bush, en 2025, il est estimé que les ressources domestiques américaines seront presque épuisées, et que la consommation, elle, ne devrait pas diminuer. Or dans ce contexte une région dont on estime que la production en 2020 dépassera l'actuelle production saoudienne ne peut être négligée.

3.1.2 Mais aussi d'autres matières premières rares et importantes

Le pétrole a, aux Etats-Unis plus encore qu'ailleurs, une dimension symbolique. Toutefois, si la motivation énergétique de l'engagement américain ne peut être facilement mise en doute, elle n'est pas la seule. L'Afrique subsaharienne possède effectivement un sous-sol très riche (confer annexe VII) et l'on y trouve des matières premières rares et indispensables à une véritable autonomie stratégique.

L'Afrique renferme près du tiers des réserves minérales mondiales, ce qui n'est pas négligeable, et surtout des quantités considérables de minerais d'une importance stratégique rare. Ces minerais se trouvent parfois ailleurs qu'en Afrique, mais leur contrôle est primordial. Dans le cas de l'uranium par exemple, 94% de la production mondiale provient de dix pays qui sont l'Australie, l'Afrique du Sud, le Niger, le Gabon, la Namibie, le Congo, la Russie, l'Ouzbékistan, le Kazakhstan, le Canada et les Etats-Unis. Les Américains ont compris l'intérêt de pouvoir s'approvisionner en Afrique depuis longtemps, si l'on prend en considération que l'uranium qui a servi à mettre au point leur premier programme atomique et qui a été utilisé pour fabriquer la bombe lancée sur Hiroshima provenait de la mine de Shinkolobwe en République Démocratique du Congo (RDC). Néanmoins leur production domestique ainsi que celle de pays très proches comme le Canada et l'Australie pourraient actuellement leur suffire. L'intérêt de contrôler les pays africains en la matière réside surtout dans le fait de pouvoir assez aisément faire pression sur les pays qui auraient besoin d'uranium en grande quantité, comme les pays européens et la Chine. Si l'on considère le platine, métal utilisé entre autres dans l'armement (missiles, réacteurs) et envisagé pour fabriquer des piles à combustibles, il est détenu à hauteur de 99% par cinq pays (Afrique du Sud, Russie, Canada, Zimbabwe, Etats-Unis), et pour 77% par des pays africains. L'Afrique du Sud, à elle seule, détient environ 44% des réserves estimées de vanadium, 56% des réserves de platine, 68% des réserves de chrome et 81% des réserves de manganèse. L'Afrique renferme bien d'autres richesses, comme l'or et le diamant. Leur importance est toutefois à relativiser, notamment parce que le poids de l'or dans l'économie mondiale est moindre depuis qu'il ne sert plus d'étalon monétaire et parce que des technologies récentes permettent de fabriquer des diamants de très bonne qualité pour l'industrie à moindre coût. L'Afrique subsaharienne voit aussi depuis quelques années un engouement de plus en plus important pour le coltan (colombo-tantalite), minerai qui renferme deux métaux et qui est de plus en plus utilisé. On le trouve en Australie, au Brésil, au Canada, en Chine et en Afrique centrale. L'accroissement de son utilisation vient du fait qu'outre ses utilisations classiques dans les fusées et les pièces d'avions, ce minerai très réfractaire est largement utilisé pour fabriquer des pièces indispensables aux nouvelles technologies de l'information et de la communication comme les condensateurs que l'on trouve dans les téléphones portables et le matériel informatique.

L'Afrique dispose donc de nombreuses richesses différentes du pétrole dont les Etats-Unis et leurs éventuels rivaux ont ou auront besoin pour tenir leur rang sur la scène internationale (on estime à environ 8% la proportion du coltan utilisé par les Etats-Unis provenant de RDC). Si ces richesses semblent moins primordiales à court et moyen terme, elles pourraient le devenir à

plus longue échéance, pour satisfaire des besoins personnels ou empêcher un concurrent de subvenir aux siens.

3.2 D'autres raisons de se rapprocher de l'Afrique

Si le pétrole et les matières premières occupent une place privilégiée dans les considérations géopolitiques américaines concernant l'Afrique subsaharienne, ils n'ont pas que des implications directes. La lutte antiterroriste, en particulier en Afrique, est liée au pétrole mais aussi une préoccupation en soi. Les motivations du rapprochement avec l'Afrique subsaharienne ne sont pourtant pas toutes liées à l'énergie. Jusqu'à ce que Bill Clinton prenne en charge le dossier africain, il était l'apanage des Nord-américains d'origine africaine, qui voient dans le sous-continent des origines perdues suite à leur enculturation américaine. Par ailleurs, le rôle messianique des Etats-Unis a une vocation universelle, et la ré-évangélisation de l'Afrique noire est à la fois un moyen de rayonnement et un objectif.

3.2.1 Un impératif de la lutte contre le terrorisme

La guerre contre le terrorisme ou GWOT impose aux Etats-Unis d'être présents dans les zones où les terroristes sont censés pouvoir trouver refuge. Or certains pays d'Afrique comme la Libye ou le Soudan ont montré par le passé qu'ils étaient susceptibles d'en accueillir sans être trop regardants sur leurs activités tant qu'elles ne gênaient pas le pouvoir en place. Par ailleurs, le Sahara peut être une zone de choix pour des bandes armées qui souhaitent se dissimuler, comme par exemple le GSPC (Groupement Salafiste pour la Prédication et le Combat). Des pays d'Afrique subsaharienne, jugés potentiellement défaillants à terme en matière de lutte anti-terroriste ou proches des zones de prédilection de bandes armées comme le Sahara, intéressent donc au titre de la lutte anti-terroriste les Etats-Unis, qui ont mis en place sur le continent des structures dédiées notamment à la GWOT : l'initiative pan-sahel (Pan-Sahel Initiative - PSI) et la Combined Joint Task Force – Horn of Africa (CJTF – HOA).

Le programme pan-Sahel, liant les Etats-Unis et le Mali, le Tchad, le Niger et la Mauritanie consiste en une formation des armées locales à la lutte antiterroriste par des experts américains, militaires ou salariés d'entreprises de sécurité. Il a pour objectif de renforcer la protection des frontières, de suivre la circulation des personnes, d'entraver les potentielles activités de groupes terroristes, de mieux contrôler les accès maritimes des pays concernés et de renforcer leur coopération dans la lutte antiterroriste. Lancée en 2002, l'initiative PSI a été couronnée de succès et les Etats-Unis l'ont remplacée par une action qu'ils veulent plus globale baptisée Trans Sahara Counter Terrorism Initiative (TSCTI). La TSCTI diffère de l'initiative pan-Sahel dans la mesure où elle comporte outre un volet militaire des actions diplomatiques, de communication et d'aide au développement.

En sus de la TSCTI, la combined joint task force horn of Africa contribue à la lutte antiterroriste dans la Corne de l'Afrique. Le principe est différent puisque cette force est constituée de troupes américaines. Ce corps expéditionnaire interarmées a pour vocation depuis octobre 2002

de lutter contre le terrorisme en Ethiopie, en Erythrée, au Yémen, au Kenya, en Somalie, au Soudan, ainsi que dans les approches maritimes de ces pays le cas échéant. Toutefois, l'opération Restore Hope ayant laissé un mauvais souvenir aux Américains, ils renforcent la sécurité dans cette région mais évitent de s'impliquer directement dans des actions autres que l'action civilo-militaire, l'assistance technique ou la lutte antiterroriste.

Pour cette raison, les Etats-Unis ont lancé une initiative comparable au concept français appelé RECAMP (reconstitution de la capacité africaine de maintien de la paix) : l'ACRI (African Crisis Response Initiative), transformé par George Bush en 2002 en ACOTA (African Contingency Operations Training Assistance). L'ACRI devait surtout permettre aux pays africains de gérer eux-mêmes leurs crises par des actions d'imposition ou de rétablissement puis de maintien de la paix ainsi que par l'accomplissement de missions à caractère humanitaire. La formation et l'équipement des armées africaines dans le cadre de l'ACOTA a dépassé cet objectif en lui adjoignant des notions plus agressives. La formation a été étendue aux actions offensives, et plus seulement défensives.

Outre ces actions le plus souvent indirectes, les Etats-Unis poursuivent via leurs organismes de formation auprès des élites militaires africaines une politique de prosélytisme (ou d'*advocacy*, fondée sur le programme IMET – International Military Education and Training) similaire à celle menée dans les domaines politique, diplomatique ou économique, qui permet d'affirmer que si l'impératif de lutte contre le terrorisme est avéré, il est aussi utilisé comme un tremplin pour appuyer une manœuvre d'ensemble de pénétration des pays d'Afrique subsaharienne.

3.2.2 A la recherche de certaines racines

La politique africaine des Etats-Unis est donc conditionnée par leur politique intérieure en ce qui concerne la lutte antiterroriste, mais ce n'est pas le seul domaine. En effet, la forte présence d'Afro-américains aux Etats-Unis contraint leurs gouvernants à prendre un peu plus en compte l'Afrique noire dans leurs décisions, en particulier depuis que les Noirs ont obtenu des droits civiques égaux à ceux des autres populations. Ce sont d'ailleurs souvent des Noirs comme Ron Brown qui ont initié des actions en direction de l'Afrique subsaharienne. Il fait peu de doute que mépriser complètement l'Afrique ne serait pas populaire chez les Noirs américains, même si par ailleurs ceux-ci se reconnaissent parfois difficilement dans leur continent d'origine.

A l'époque de la lutte pour l'égalité des droits civiques aux Etats-Unis, il était fréquent d'entendre des militants noirs se définir comme membres d'un peuple africain, mettant en évidence l'incomplétude des processus successifs d'acculturation et d'enculturation qu'ils avaient subis. Cette sympathie affichée de manière constante depuis leur arrivée sur le nouveau continent a engendré une forme de schizophrénie collective pour certains d'entre eux, à la fois africains et américains mais sans forcément bien connaître l'Afrique ni se sentir totalement américains. Un sentiment lié à un héritage culturel dont ils auraient été spoliés les rend simultanément proches et lointains de leur continent d'origine, comme en témoigne Malcolm X dans ses mémoires : « Je ne sais pas pourquoi mais pour moi l'Afrique, c'était une terre pleine de sauvages tout nus, de

cannibales, de singes et de tigres, de jungles où suintait la chaleur »²². Il est aussi possible de parler d'une sorte de melting-pot afro-américain, car les Noirs américains proviennent de plusieurs zones et de plusieurs ethnies différentes, ce dont ils ne se rappellent pas forcément mais qui a son importance si l'on considère la transmission orale très précise de l'Histoire qui existe chez les peuples africains. Une idée récurrente chez eux au fil des siècles est celle d'un retour vers l'Afrique, sorte de terre promise où d'esclaves dominés ils pourraient devenir colonisateurs dominants, éclairés par leurs anciens maîtres blancs, est à l'origine d'une mythologie qui a influencé certains, tandis que d'autres n'ont eu de cesse de s'intégrer à la société américaine sans se retourner vers un incertain passé et un continent qu'ils ont tenté de refuser en bloc.

Ces deux attitudes opposées ont assez récemment évolué. Après l'acquisition d'une égalité de droits avec les Blancs, les Noirs américains ont dans les années 1970 commencé à redécouvrir l'Afrique, de manière sans doute plus objective et s'en y voir un expédient aux frustrations d'une partie marginalisée du peuple des Etats-Unis. L'existence des racines africaines des Afro-américains est patente, et l'accession de Noirs à des postes à responsabilité, comme Condoleeza Rice, Colin Powel, Jesse Jackson ou encore Ron Brown, leur a fourni les moyens d'aider effectivement l'Afrique tout en étant décomplexés face aux populations d'origine européenne. Beaucoup de Noirs étudient l'Afrique dans les facultés américaines, nombreux sont ceux qui se sont rendus en Afrique du Sud depuis la fin de l'apartheid, mais la part mythologique de leur relation avec l'Afrique est bien plus faible.

Cette relation rénovée coïncide avec un renouveau dans la dynamique évangélistique des Etats-Unis dont les Noirs ne sont pas exclus.

3.2.3 Poursuite de la mission messianique des Etats-Unis

Les Etats-Unis se sentent investis d'une mission évangélistique divine et de nombreux Américains sont persuadés qu'ils ont le devoir de re-christianiser le continent africain. Cette idée est ancienne, puisque dès le XIX^e siècle des Noirs américains convertis étaient repartis sur leur continent d'origine pour l'évangéliser. Cette tendance est néanmoins réapparue chez les Blancs depuis le début des années 1990.

Fondés par des Européens qui ont fui leur pays après la réforme pour pouvoir y pratiquer leur religion en paix, les Etats-Unis sont eux aussi apparus à ces « pères pèlerins » comme une terre promise. Le rôle de ce nouvel Eden est de rayonner sur le monde, d'être le sel de la terre et d'y diffuser la parole de Dieu. L'Histoire des Etats-Unis est fortement liée aux protestantismes, et les églises évangéliques y prospèrent actuellement. Or la progression de l'Islam en Afrique, même si elle n'est pas intrinsèquement liée à l'islamisme, constitue un défi pour les chrétiens américains, en particulier ceux d'origine africaine. Les églises évangéliques d'origine américaine ont ainsi trouvé en Afrique une nouvelle terre à défricher et un nouveau terreau pour leur prédication. Souvent puissamment financées et dotées de moyens modernes de prosélytisme, elles ne cessent de gagner

²² Malcolm X, HALEY Alex, *L'Autobiographie de Malcolm X*, Paris ; Grasset, 1993.

du terrain sur les autres églises, plus que sur l'Islam.

Ces églises mettent en œuvre des moyens modernes. Elles sont souvent financées par des dons privés, mais peuvent aussi être directement favorisées par les ambassades américaines, comme à Libreville où l'ambassade des Etats-Unis aurait financé plusieurs projets gérés par ces églises. D'un point de vue technologique, elles disposent de plusieurs chaînes de télévision et n'hésitent pas à faire appel aux télé-évangélistes afro-américains, comme Thomas D. Jakes qui est intervenu au Kenya.

Au niveau quantitatif, le nombre d'églises évangéliques d'inspiration nord-américaine en Afrique n'a cessé d'augmenter depuis une dizaine d'années. A titre d'exemple, le Gabon en comptait une soixantaine en 1992, contre plus d'un millier actuellement. La proportion de personnes d'Afrique qui se réclament de l'église réformée serait²³ passé de 3% au début du siècle dernier à environ 13% au début de celui-ci, preuve du succès des églises évangéliques en Afrique. Le nombre de missionnaires américains est lui évalué à plusieurs dizaines de milliers.

Il est donc possible de considérer que la conquête des âmes et des cœurs est aussi intégrée dans la nouvelle approche de la politique américaine des Etats-Unis, même si peu d'actions favorables aux églises évangéliques sont à porter directement au crédit du gouvernement américain.

3.3 Perspectives d'avenir

Les liens tissés par l'administration Clinton et confortés par son successeur vont vraisemblablement être amenés à se renforcer dans tous les domaines. La coopération entre les Etats-Unis et l'Afrique subsaharienne devraient dépasser de loin le secteur de l'énergie, car la vision à long terme probable des Américains suppose un engagement économique et une pénétration des marchés africains après qu'ils auront été intégrés dans un système mondialisé et globalisé. Ces liens étroits ont pour objectif de pérenniser la suprématie américaine, mais ils pourraient être remis en cause par d'autres puissances comme l'Europe et surtout la Chine, qui a déjà commencé à prospector en Afrique pour se garantir un accès aux matières premières et aux marchés.

3.3.1 Des échanges économiques accrus

La création de l'AGOA et les mesures de libre échange qui l'accompagnent, ainsi que les diverses mesures d'adaptation structurelles qui ont conditionné l'aide au développement des pays africains par les institutions internationales en partie contrôlées par les Etats-Unis laissent augurer d'un accroissement des échanges commerciaux entre ce pays et l'Afrique subsaharienne.

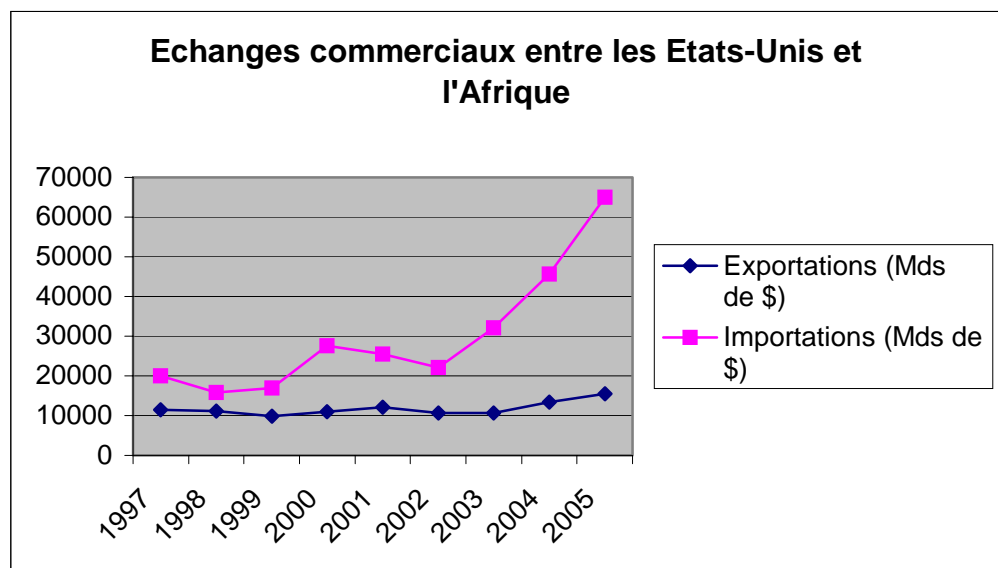
Si l'on se réfère aux statistiques officielles éditées par le gouvernement américain²⁴, les échanges commerciaux entre les Etats-Unis et l'Afrique ont considérablement augmenté depuis

²³ Cette proportion est difficile à confirmer, le recensement étant plutôt délicat à mener à bien.

²⁴ <http://www.census.gov/foreign-trade/balance>

1997, et la tendance semble s'accroître. En effet, en 1997, les Etats-Unis ont exporté vers l'Afrique 11,3891 et importé 19,9243 milliards de dollars de marchandises commerciales, contre respectivement 15,5243 et 64,9806 milliards de dollars en 2005 (en dollars courants). La courbe de cette évolution montre bien un infléchissement qui semble durable (confer échanges commerciaux infra). Ces échanges commerciaux peuvent paraître défavorables aux Etats-Unis, qui importent plus de biens d'Afrique qu'ils n'en exportent vers ce continent. C'est pourquoi il convient de considérer d'autres données, comme par exemple les contrats remportés par les entreprises de construction des Etats-Unis en Afrique subsaharienne. Diverses études montrent que depuis le début de ce siècle, les entreprises américaines ont dépassé les entreprises françaises dans ce domaine, malgré le fait que celles-ci étaient bien implantées en Afrique : « [...] en matière de grands projets d'équipement cependant, pour la première fois en 2001, les contrats remportés par les entreprises de construction américaines ont dépassé ceux des Français en Afrique subsaharienne, même si une partie importante est liée aux installations pétrolières »²⁵.

Différents analystes s'accordent sur le fait que les Etats-Unis croient au développement des économies d'Afrique subsaharienne, qui leur procurerait à terme un marché de plus de 600 millions de personnes et équilibrerait la balance commerciale. Ce développement est un préalable nécessaire à une stabilité pacifique sans laquelle il est relativement illusoire d'envisager de se reposer sur l'Afrique pour consolider l'hégémonie des Etats-Unis d'Amérique.



3.3.2 Une coopération qui dépassera le domaine pétrolier

Comme cela a déjà été montré supra, les échanges et la coopération entre l'Afrique subsaharienne et les Etats-Unis sont nombreux et ne sont pas limités aux produits pétroliers. Ces échanges ne pourront surtout pas se limiter à la seule extraction de pétrole car les Etats-Unis

²⁵ DENECE Eric, REVEL Claude, *op. cit.*, p 195. Les auteurs se réfèrent à une étude comparative de l'observatoire international de la construction et du syndicat des entrepreneurs français internationaux (NdR).

risqueraient fort de tomber dans le travers de l'exploitation néo-coloniale qui ne pourrait s'exprimer trop ouvertement compte tenu des critiques effectuées à l'endroit des ex-puissances coloniales européennes.

Il est très probable que les programmes de coopération militaire, voués à diffuser la culture militaire américaine et à sécuriser le sous-continent, dureront longtemps, surtout s'ils n'impliquent pas d'engagement direct des forces armées des Etats-Unis dans un conflit violent. La GWOT devrait perdurer aussi longtemps que des mouvements terroristes menaceront la paix, et les Etats-Unis la continueront vraisemblablement sur le continent africain. Cette présence pourrait contrebalancer l'influence des anciennes puissances coloniales et le projet RECAMP, qui s'il était français à l'origine, intéresse de plus en plus de pays européens et pourrait affaiblir les positions américaines en Afrique. Or les pays africains ont un poids non négligeable au sein de l'Organisation des Nations Unies, entité que les Etats-Unis peuvent ignorer quand elle ne leur donne pas raison, mais qu'ils préfèrent prendre en compte pour asseoir leur légitimité au niveau international comme national quand c'est possible.

La mission évangélicatrice des Etats-Unis a elle aussi vocation à se manifester davantage en Afrique. La montée des églises évangéliques exploite un terrain favorable à partir duquel elles pourraient espérer rayonner par la suite en direction d'autres continents comme l'Asie. Cela fournit un levier culturel très intéressant pour amener les élites africaines à penser plus en utilisant le prisme des Américains que celui des Européens. Cela contribuera peut-être aussi à terme à mieux faire accepter l'adoption du droit anglo-saxon en lieu et place du droit romain dans les pays où celui-ci est toujours en vigueur. Ces modifications législatives constituent ce que d'aucuns ont appelé un « cheval de Troie » pour permettre aux Etats-Unis de mieux pénétrer les autres pays de l'intérieur en utilisant à leur profit la globalisation et la mondialisation. Elles impliqueront sans doute l'envoi d'experts américains pour assister leurs homologues africains.

D'une façon générale, il est difficile d'imaginer un abandon total des efforts de pénétration globale effectués par les Etats-Unis en Afrique subsaharienne, notamment car ils se justifient par la nécessité de limiter la construction européenne au strict minimum indispensable pour servir les intérêts américains et pour limiter l'ascension d'un autre challenger encore plus menaçant : la Chine.

3.3.3 Un concurrent de taille déjà très présent : la Chine

La politique africaine des Etats-Unis pourrait être contrariée par l'un de ses concurrents directs, qui a déjà commencé à s'implanter en Afrique subsaharienne et tente de se procurer les matières premières et les appuis dont il aura besoin à l'avenir en dépit de la tentative d'endiguement américaine.

La Chine a effectivement des besoins de plus en plus élevés en matières premières et en énergie pour alimenter son secteur secondaire hypertrophié qui fait de ce pays une sorte d'atelier planétaire. Dans le cas du pétrole notamment, les gisements découverts en Chine se sont avérés décevants, et il est conséquemment indispensable pour ce pays de trouver des sources

d'approvisionnement sûres. C'est la raison pour laquelle il s'est allié avec la Russie pour construire des infrastructures permettant de rapatrier du pétrole provenant d'Asie centrale et il s'est installé dans différents pays d'Afrique subsaharienne, en particulier au Soudan. Ce dernier pays a du fait de la guerre civile et de l'assassinat d'employés de la firme Chevron été délaissé par les compagnies occidentales. La Chine s'est empressée de prendre leur place par le biais de l'entreprise CNPC qui détient 40% des actions de la compagnie Greater Nile Petroleum Company (GNPC). GNPC reverserait le tiers de ses bénéfices au gouvernement soudanais, et les deux-tiers de cette somme seraient versés à la Chine dans le cadre d'achats d'armement²⁶. Outre le Soudan, la Chine s'intéresse aussi de très près à l'Angola, au Nigeria, à la Libye, au Tchad, au Gabon, et à d'autres pays producteurs de pétrole.

Sur le plan militaire, la Chine est aussi présente depuis longtemps en Afrique. Elle a des accords de défense avec des pays comme le Congo Brazzaville et forme des militaires de différents pays tels que l'Angola. Pékin vend entre autres des armes à l'Angola, à la République Centrafricaine, au Burkina Faso, au Tchad, au Liberia.

La Chine développe aussi des relations commerciales très suivies avec l'Afrique subsaharienne. Elle a multiplié la valeur de ses échanges commerciaux avec ce sous-continent par 10 entre 1980 et 2000, et par 3 entre 2000 et 2003.

Au niveau politique, la Chine a comme les Etats-Unis besoin de légitimer ses actions au niveau international et les affinités qu'elle entretient avec les pays d'Afrique y participent. La reconnaissance diplomatique par des puissances régionales comme l'Afrique du Sud aura peut-être une importance non négligeable dans le bras de fer qui risque d'opposer un jour la Chine populaire à Taiwan, sachant que l'Afrique subsaharienne a représenté il y a quelques décennies un enjeu entre les deux Etats. Enfin, les dirigeants africains qui considèrent les affaires de politique intérieure comme privées et n'intéressant donc pas l'opinion internationale peuvent représenter un appui pour la Chine qui partage ce genre de considérations.

Les intérêts de la Chine en Afrique sont donc nombreux et rencontrent assez souvent ceux des Etats-Unis. Ils peuvent donc à eux seuls justifier la politique d'infiltration globale et généralisée des Américains en Afrique subsaharienne, car le seul moyen de contenir l'expansion de la Chine semble bien de contrôler les ressources dont elle devra se nourrir.

²⁶ Confer de LESTRANGE Cédric, PAILLARD Christophe-Alexandre, ZELENKO Pierre, *op. cit.*, p160-161.

4 CONCLUSION

L'aspect novateur de la politique africaine suivie par les Etats-Unis depuis plus d'une décennie réside dans le fait qu'elle est pensée à long terme et semble réconcilier par sa globalité, l'étendue de ses champs d'action et son pragmatisme, l'ensemble des courants de pensée habituellement mais pas toujours simultanément rencontrés dans les think tanks américains ou au Département d'Etat. Le but de cette politique est de contribuer à la consolidation de la puissance américaine comme unique hyper-puissance. Elle met en œuvre des moyens unilatéraux quand le pragmatisme le commande, multilatéraux dès que ce n'est pas préjudiciable, et sa stratégie d'influence pluridisciplinaire est vouée à asseoir l'hégémonie américaine sur un piédestal assez haut placé pour qu'elle ne puisse être contestée ni renversée. Cette vision pourrait s'avérer efficace et fructueuse, toutefois diverses incertitudes pourraient la contrebalancer. Ces inconnues sont à la fois d'ordre interne et externe aux Etats-Unis.

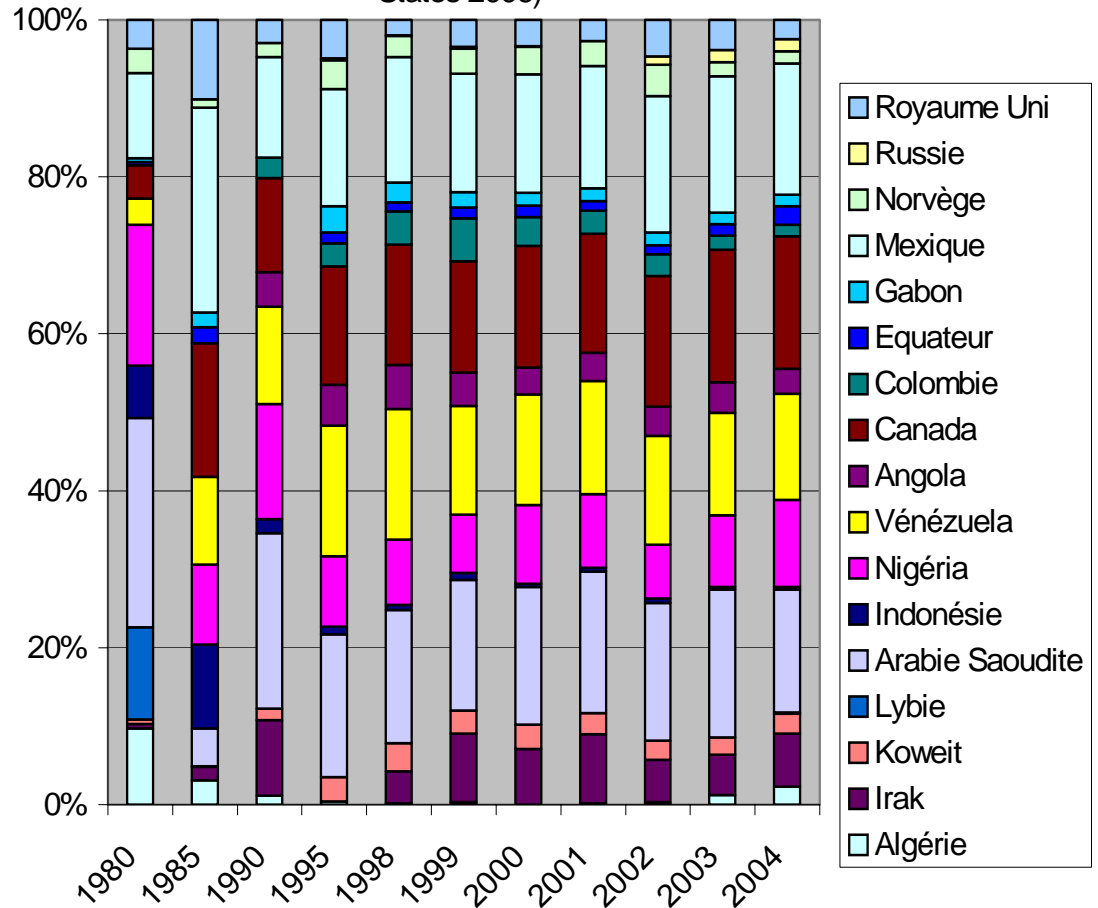
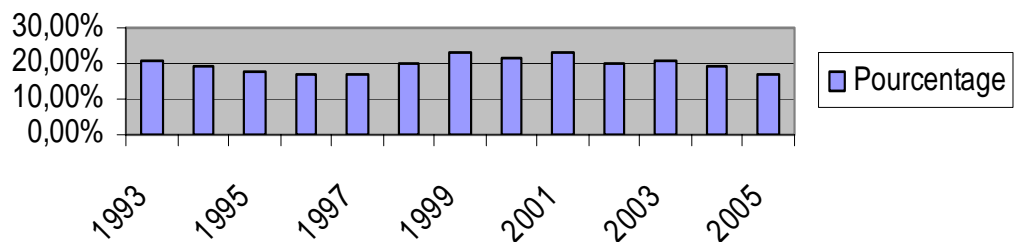
Tout d'abord, les Etats-Unis d'Amérique ont historiquement toujours eu tendance à se replier sur eux-mêmes et à revenir à la doctrine Monroe dès qu'ils subissaient un revers hors de leur continent. Or la situation actuelle en Irak, qui pourrait être étendue à d'autres pays du Moyen-Orient si l'on se réfère à la nouvelle stratégie officielle américaine qui confirme la possibilité de procéder à des frappes préventives si la Maison Blanche les estime nécessaires, en mentionnant explicitement l'Iran, pourrait avoir une influence considérable sur les choix futurs du peuple américain. Si les pertes américaines augmentaient trop ou si la grandeur des Etats-Unis paraissait diminuée, il faudrait craindre un repli sur soi qui abandonnerait le Moyen-Orient à un éventuel chaos et priverait l'Afrique du soutien financier et militaire espéré par certains et redouté par d'autres. Cette vision des relations avec l'Afrique subsaharienne n'est donc pas forcément pérenne.

Ensuite, la nature des relations sino-américaines et celle des liens avec les Européens pourrait évoluer dans le temps. Si la Chine avait tendance à accroître sa domination de façon très importante et s'alliait par exemple avec la Russie dont les graves problèmes démographiques pourraient obérer la capacité à représenter à elle seule un contrepoids au pouvoir de Washington, il n'est pas dit qu'elle tolérerait longtemps un endiguement économique et politique qui la gênerait et entraverait son élan. De la même manière, une construction européenne plus politique que celle qui prévaut actuellement pourrait tenter d'éviter la gêne représentée par les Américains dans la relation avec une Afrique avec laquelle l'Europe est liée à la fois par l'Histoire et par les mouvements migratoires des dernières décennies.

Enfin, cette politique pourrait à terme mener à une nouvelle Guerre Froide, les stratégies d'influence progressivement mises en place en Afrique subsaharienne ainsi que la réapparition des rentes de réserves stratégiques et d'esquisses de lignes de front créant des conditions similaires à celles rencontrées par le passé avec d'autres acteurs.

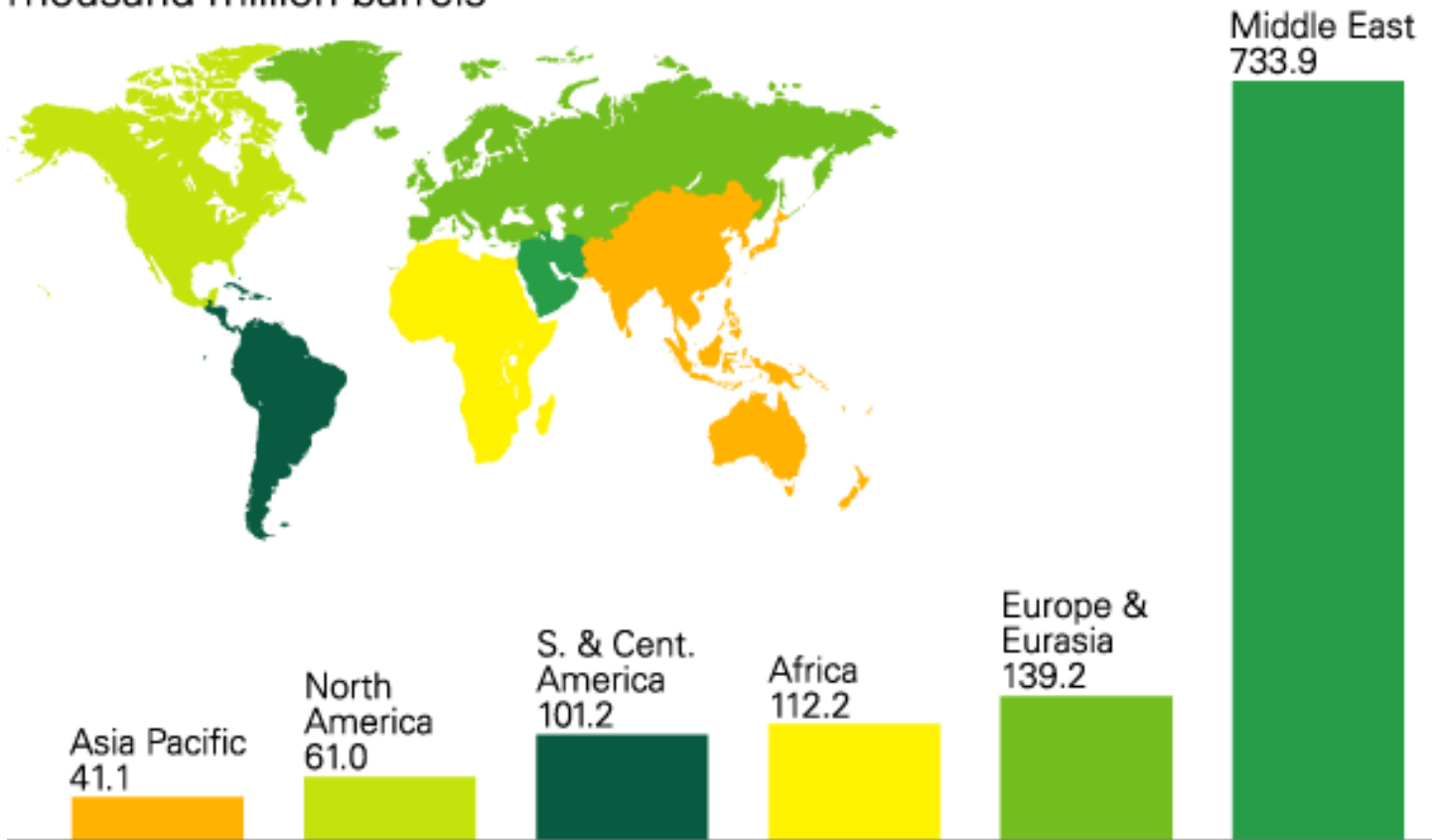
ANNEXE I : PROVENANCE DES IMPORTATIONS D'HYDROCARBURES**Part des principaux pays fournisseurs dans les importations de pétrole brut des Etats-Unis**

(source : U.S. Census Bureau, Statistical Abstract of the United States 2006)

**Pourcentage d'importations en provenance du Golfe persique (source US Department of Energy)**

ANNEXE II : RESERVES PETROLIERES PROUVEES EN 2004

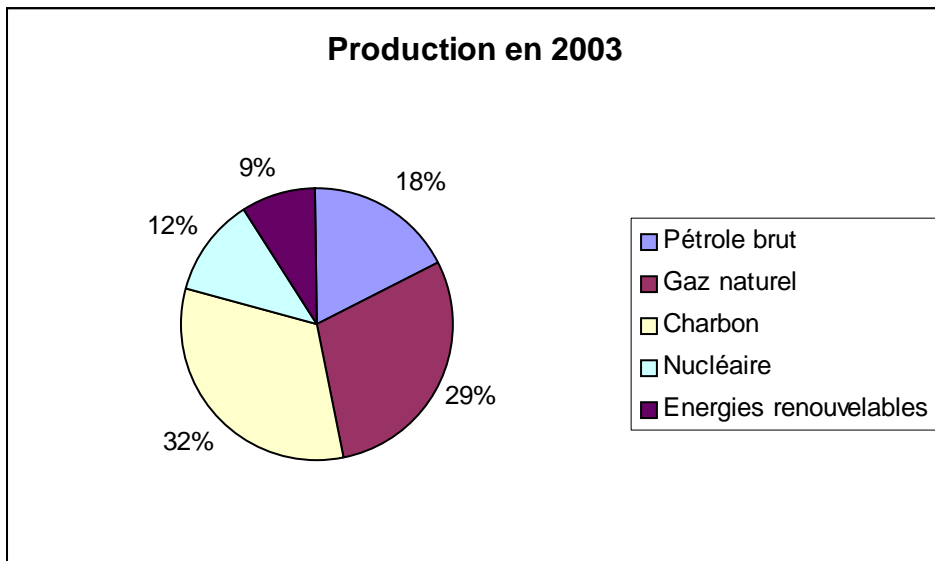
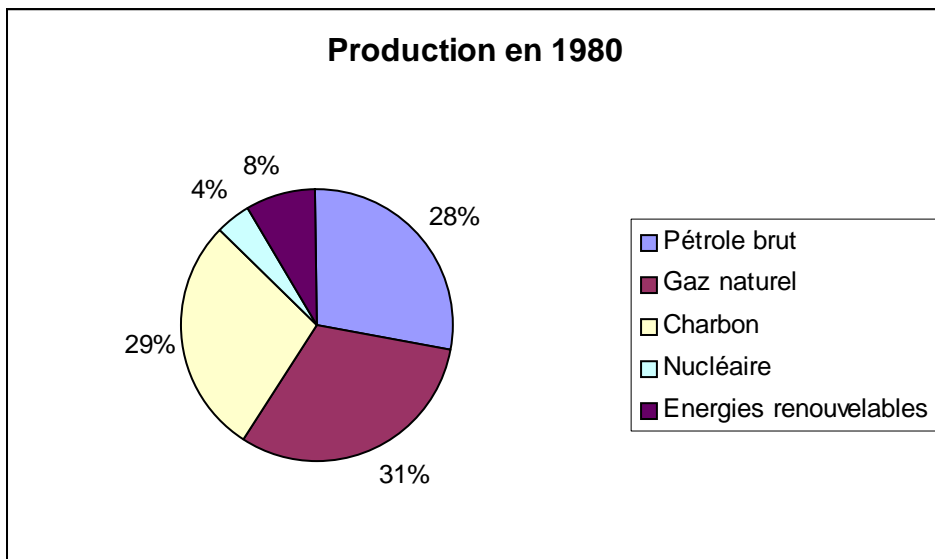
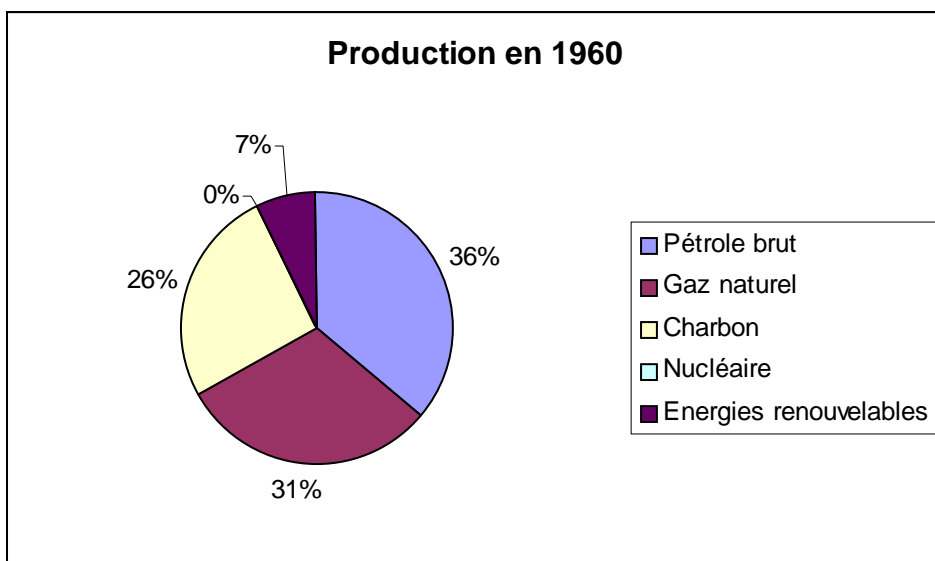
Thousand million barrels



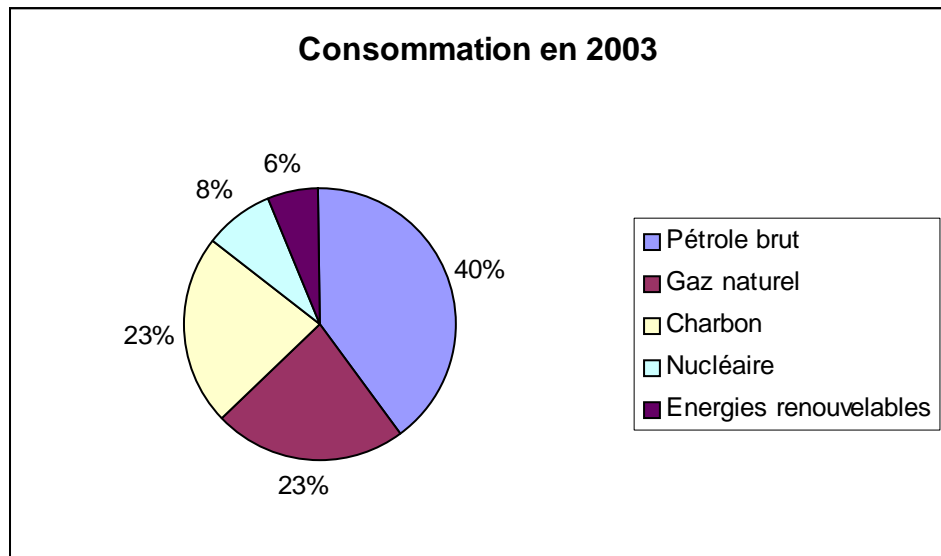
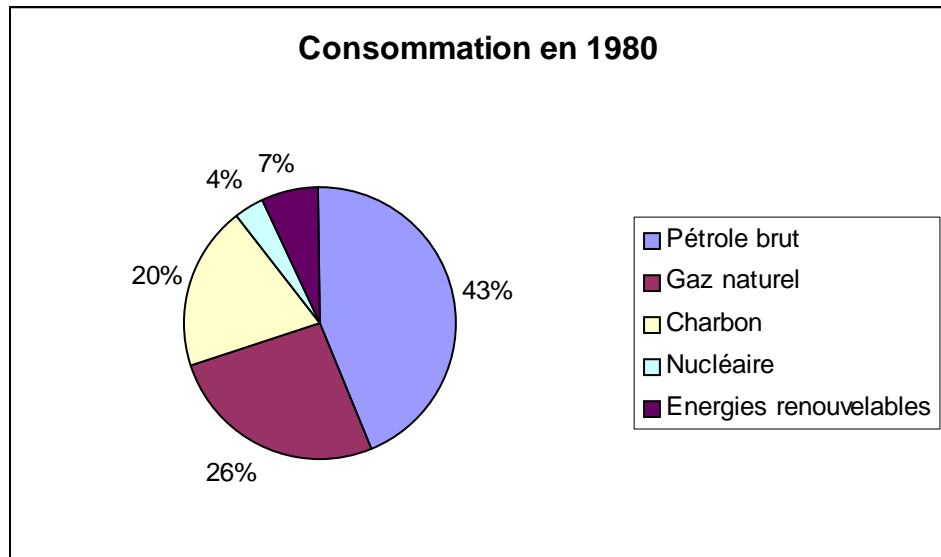
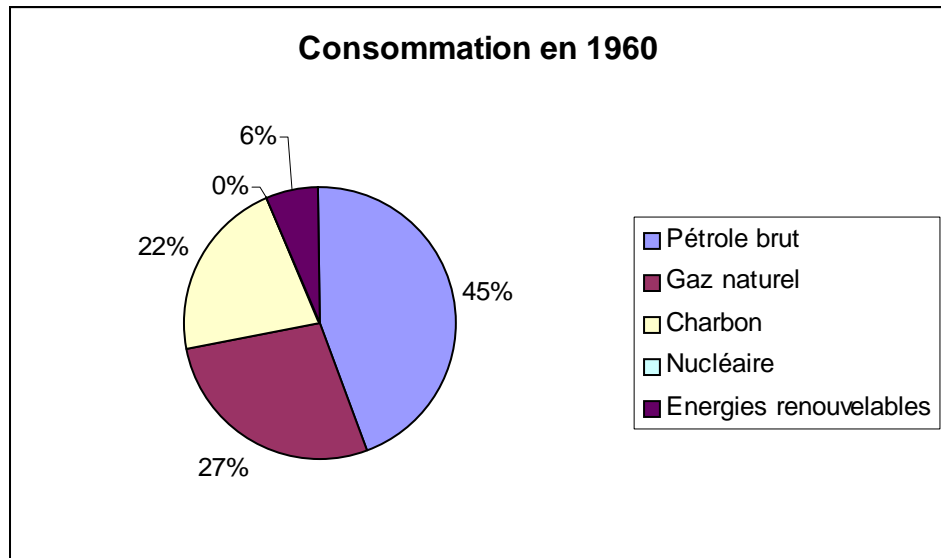
Source : BP Statistical Review of World Energy (2005)

© BP 2005

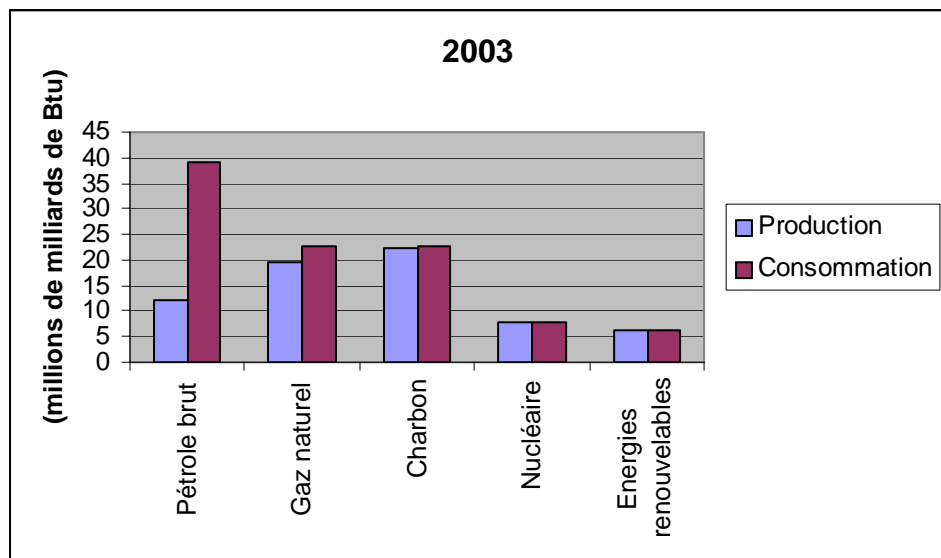
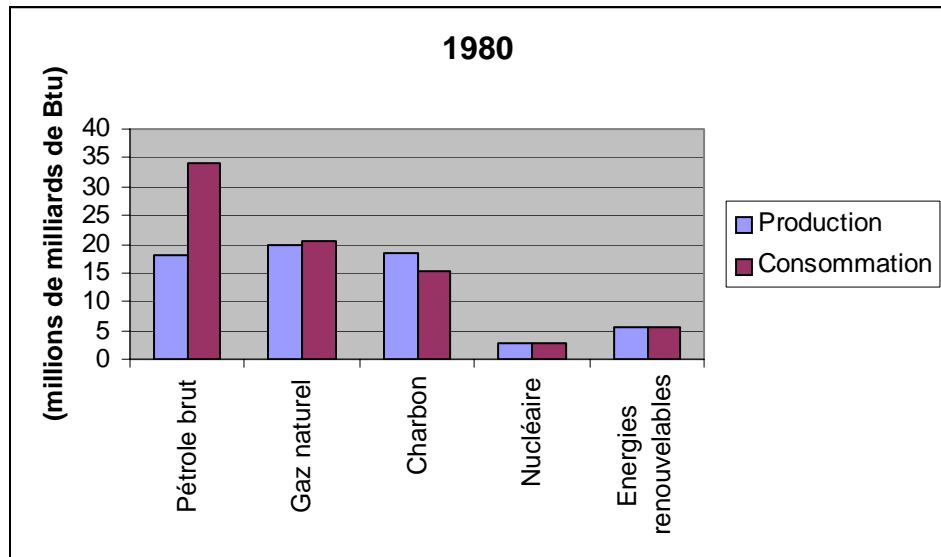
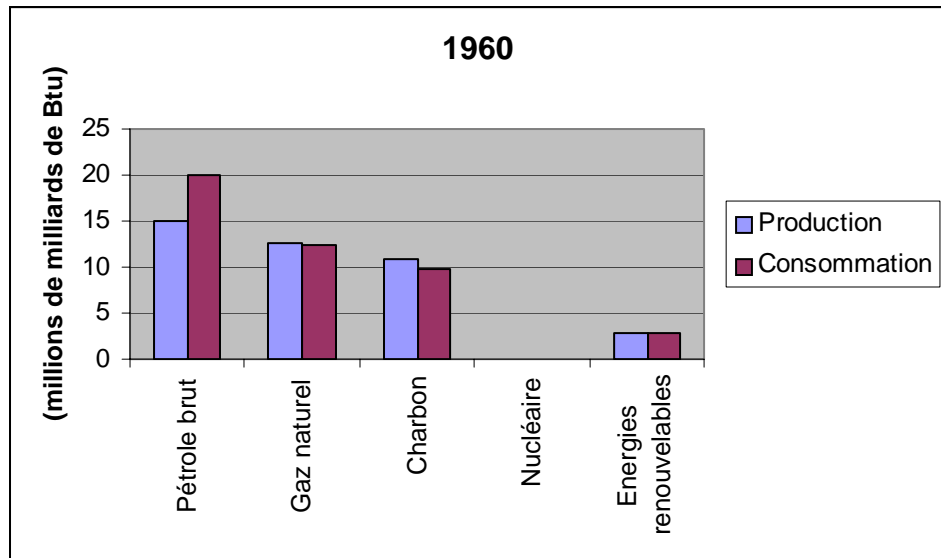
ANNEXE III : EVOLUTION DE LA PRODUCTION D'ENERGIE AUX ETATS-UNIS



Source : U.S. Energy Information Administration, *Annual Energy Review 2003*

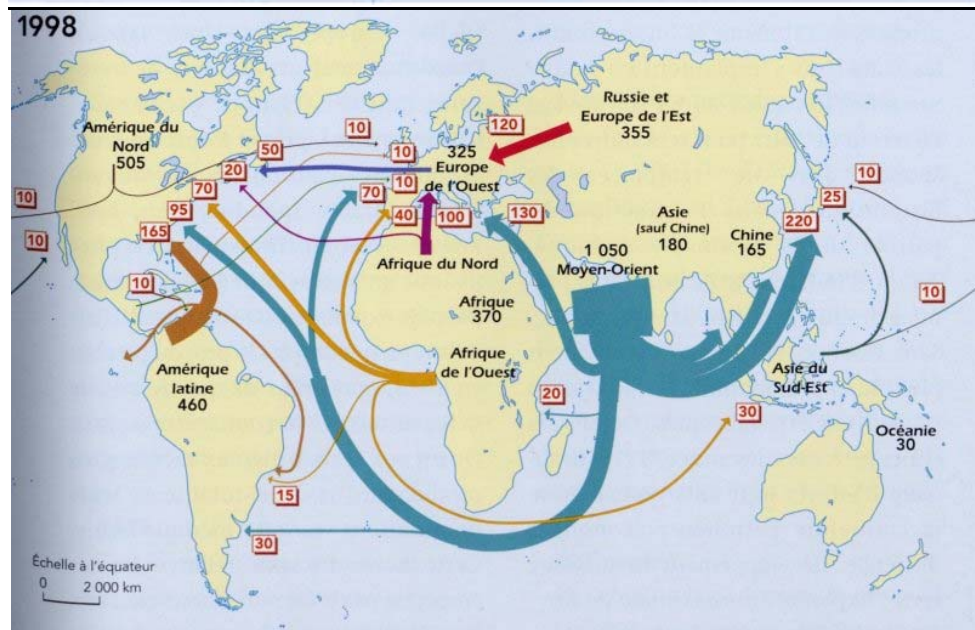
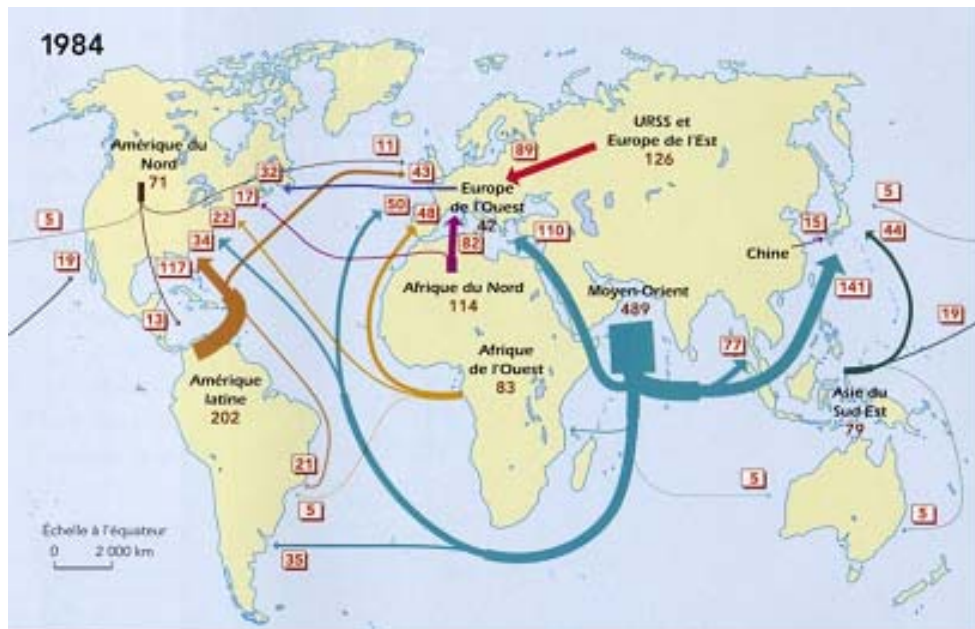
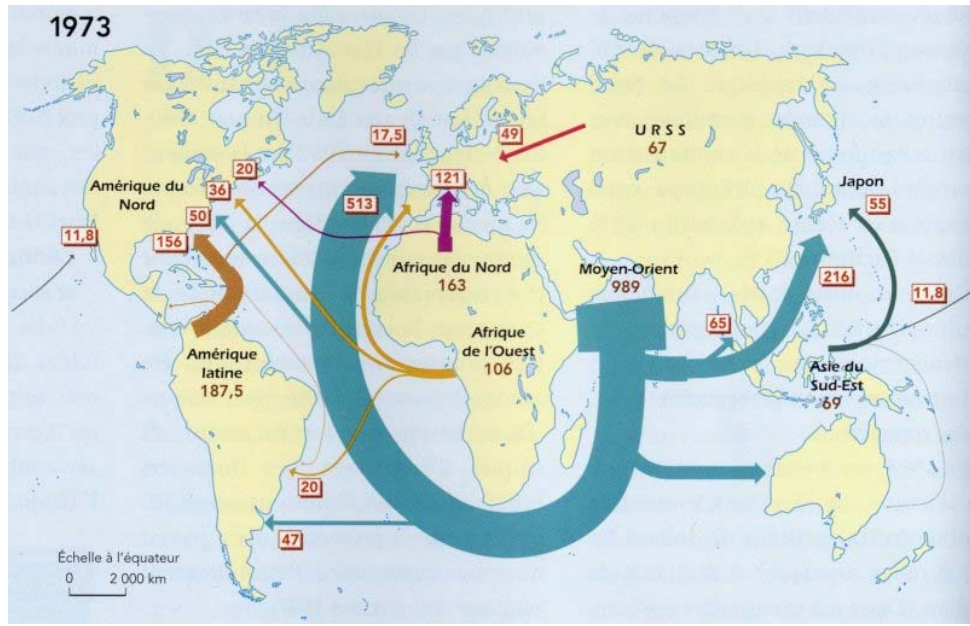
ANNEXE IV : EVOLUTION DE LA CONSOMMATION D'ENERGIE AUX ETATS-UNIS

Source : U.S. Energy Information Administration, *Annual Energy Review 2003*

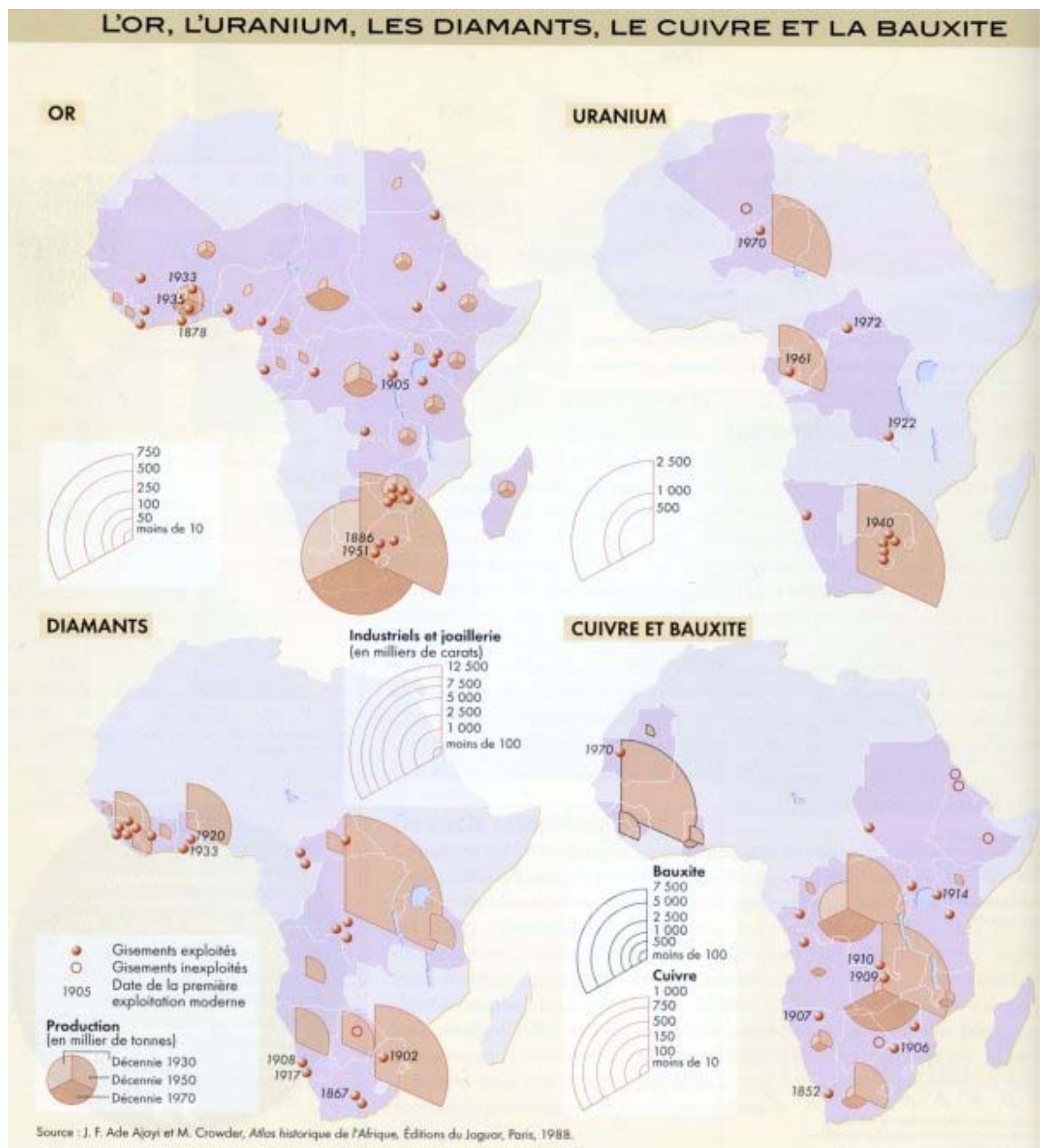
ANNEXE V : PRODUCTION ET CONSOMMATION D'ENERGIE

Source : U.S. Energy Information Administration, *Annual Energy Review 2003*

ANNEXE VI : PRINCIPAUX FLUX PETROLIERS (source *Atlas géopolitique et culturel 2005*)



ANNEXE VII : PRINCIPALES RESSOURCES MINIERES AFRICAINES



BIBLIOGRAPHIE

- ALBRIGHT Madeleine, *Madame le Secrétaire d'Etat*, Paris ; Albin Michel, 2003.
- BELLO Walden, *La Fin de l'Empire : la désagrégation du système américain*, Paris ; Librairie Arthème Fayard, 2006.
- BOORSTIN Daniel, *Histoire des Américains, 1958-1965-1993*, Paris ; Robert Lafont, 1991.
- BONIFACE Pascal (dir.), *L'année stratégique 2006 : analyse des enjeux internationaux*, Paris ; Dalloz, 2005.
- BRUNEL Sylvie, *L'Afrique : un continent en réserve de développement*, Rosny-sous-Bois ; Bréal, 2004.
- BRZEZINSKI Zbigniew, *Puissance américaine et stabilité mondiale*, Fondation pour la recherche stratégique, in *Puissances et influences : géopolitique et géostratégie à l'aube de l'an 2000*, sous la direction de François GERE et Gérard CHALIAND, Paris ; Mille et une nuits, 1999.
- BREZINSKI Zbigniew, *Le Grand échiquier : l'Amérique et le reste du monde*, Paris ; Bayard, 1997.
- BRZEZINSKI Zbigniew, *The Choice : global domination or global leadership*, New York ; Basic Books, 2004.
- BUNDUKU-LATHA Paul, *L'Administration Clinton et l'Afrique*, Paris ; L'Harmattan, 1999, préface de Bernard Cherigny.
- CEPII (centre d'études prospectives et d'informations internationales), *L'Economie mondiale 2006*, Paris ; La Découverte, 2005.
- CHAIGNEAU Pascal, *Enjeux diplomatiques et stratégiques 2004*, centre d'études diplomatiques et stratégiques, Paris ; Economica, 2003.
- CHAUPRADE Aymeric, *Géopolitique : constantes et changements dans l'histoire*, Paris ; Ellipses, 2003.
- DENECE Eric, REVEL Claude, *L'Autre guerre des Etats-Unis – Economie : les secrets d'une machine de conquête*, Paris ; Robert Lafon, 2005.
- HATFIELD James, *Bush l'imposteur*, Neuilly-sur-Seine ; Michel Lafon, 2004.
- HUNTINGTON Samuel, *The Clash of Civilizations and the Remaking of World Order*, Londres ; Touchstone Books, 1998.
- LAFEBER Walter, *America, Russia, and the Cold War*, 6^{ème} éd., New York ; McGraw-Hill, 1991.
- LEMARCHAND Phillipe (dir.), *Atlas des Etats-Unis, les paradoxes de la puissance*, Neuilly-sur-Seine ; Atlande (Complexe), 1997.
- de LESTRANGE Cédric, PAILLARD Christophe-Alexandre et ZELENKO Pierre, *Géopolitique du pétrole : Un nouveau marché, de nouveaux risques, des nouveaux mondes*,

Paris ; Technip, 2005.

- NOUSCHI André, *Pétrole et relations internationales depuis 1945*, Paris ; Armand COLIN, 1999.
- SEBILLE-LOPEZ Philippe, *Géopolitiques du pétrole*, Paris ; Armand Colin, 2006.
- SERVANT Jean-Christophe, *Offensive sur l'or noir africain*, Paris ; Le Monde diplomatique, 8 janvier 2003.
- SMITH Stephen, *Atlas de l'Afrique : un continent jeune, révolté, marginalisé*, Paris ; Autrement, 2005.
- TODD Emmanuel, *Après l'empire*, Paris ; Gallimard (collection Folio actuel), 2004.
- VARROD Pierre (dir.), *Atlas géopolitique et culturel 2005*, Paris ; Le Robert, 2004.
- WIHBEY et SCHUTZ, *African Oil : A Priority for U. S. National Security And African Development*, Washington ; The Institute for Advanced Strategic and Political Studies Research Papers in Strategy, 2002.

TABLE DES MATIERES

1 PREMIERE PARTIE : LES RELATIONS AFRO-AMÉRICAINES DEPUIS LA SECONDE GUERRE MONDIALE	2
1.1 L’Afrique subsaharienne au sein de la politique d’endiguement	2
1.1.1 La fin du colonialisme et les luttes d’influence USA/URSS	2
1.1.2 Un interventionnisme plus marqué à la fin de la Guerre Froide	4
1.2 L’ère Clinton et la consolidation de quelques liens privilégiés	5
1.2.1 L’intervention somalienne.....	5
1.2.2 Les Etats pivots.....	6
1.3 La redécouverte d’un continent oublié	7
1.3.1 Présence croissante des organisations privées et non gouvernementales américaines	8
1.3.2 Elaboration d’une politique structurée	9
1.3.3 Utilisation des structures monétaires et commerciales internationales.....	10
2 DEUXIEME PARTIE : POLITIQUE ÉNERGÉTIQUE DES etats-unis	11
2.1 Une dépendance énergétique croissante dans un marché mondial	12
2.1.1 Baisse de la production pétrolière domestique	12
2.1.2 Problématiques liées aux autres sources	12
2.2 Diminuer une dépendance consentie : un objectif majeur	14
2.2.1 Nécessité d’éviter de dépendre d’un pays en particulier	14
2.2.2 Une solution : la diversification des sources d’approvisionnement	16
2.2.3 Une sécurité relative : la réserve stratégique.....	17
2.3 Des ressources à sécuriser	18
2.3.1 La globalisation comme gage de sécurité	18
2.3.2 Une sécurisation interventionniste des ressources pétrolières	19
2.3.3 Sécurisation des flux	20
3 TROISIEME PARTIE : POIDS RÉEL DES ENJEUX PÉTROLIERS ET PERSPECTIVES D’AVENIR.....	21
3.1 La place prépondérante de l’Afrique comme fournisseur de pétrole.....	21
3.1.1 Un nouvel El Dorado dans le Golfe de Guinée	21
3.1.2 Mais aussi d’autres matières premières rares et importantes.....	23
3.2 D’autres raisons de se rapprocher de l’Afrique.....	24
3.2.1 Un impératif de la lutte contre le terrorisme	24
3.2.2 A la recherche de certaines racines	25
3.2.3 Poursuite de la mission messianique des Etats-Unis	26
3.3 Perspectives d’avenir.....	27
3.3.1 Des échanges économiques accrus	27
3.3.2 Une coopération qui dépassera le domaine pétrolier	28
3.3.3 Un concurrent de taille déjà très présent : la Chine.....	29
4 CONCLUSION.....	31